Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 8,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 35 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***3 - 11 septembre 2019***

POTENTIELLEMENT LA PLUS LONGUE CRISE PÉTROLIÈRE DE L'HISTOIRE D'HAÏTI

Déjà le gallon d'essence coûte 1 000 gourdes

Longues lignes d'automobilistes et de motos aux abords des pompes...

Trois semaines environ, depuis qu'a éclaté la crise de produits pétroliers, celle-ci se révèle plus grave que toutes les autres que le pays a connues. A part les longues lignes de véhicules et de motos observées aux abords des pompes, les consommateurs sont confrontés à l'incertitude de la livraison, surtout qu'une grève des chauffeurs de camions citernes, qui assurent la livraison du précieux liquide aux stations-services, menace d'aggraver la situation. Mais il faut avoir toujours à l'esprit une rupture de stock toujours possible, car les compagnies importatrices de carburants n'ont pas les moyens de garantir l'arrivée ponctuelle des tankers.

La situation, à la capitale, en ce qui concerne l'approvisionnement en essence se complique chaque jour. Car automobilistes et motocyclistes passent le plus clair de leur temps à la recherche de pompes où ils peuvent se procurer deux ou trois gallons. Plus question de faire le plein, puisque les pompistes imposent un rationnement strict, histoire d'éviter d'épuiser leur stock. Un problème vraiment crucial puisque personne ne peut donner de garantie par rapport à la date de la prochaine livraison. Bien que le directeur général du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD, Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur, ait annoncé le mouillage de deux bateaux dans la rade de Port-au-Prince, cela ne semble pas rassurer les consommateurs affirmant que les rumeurs persistantes portent à croire que ces propos de Saint-Fleur ne sont qu'une stratégie destinée à apaiser l'anxiété des clients.

Les taxis moto s'atroupent de manière désordonnée en quête d'essence, espérant qu'une livraison puisse se faire.

Depuis déjà deux semaines, le paysage de Port-au-Prince est complètement modifié. Aux alentours des pompes sont observés des « *forets* » de véhicules et de motos restés en stationnement souhaitant voir se concrétiser l'espoir d'une livraison. Le plus souvent, les motos passent des heures à attendre, ne voulant pas se déplacer pour se voir reléguées à la fin de la ligne perdant ainsi la chance de s'approvisionner en

Suite en page 2

LA SÉANCE DE RATIFICATION DU PREMIER MINISTRE NOMMÉ ABOUTIT

Agréé par les députés, Michel attend le verdict du Sénat

76 votes pour, 0 contre et 3 abstentions.... 172 millions de gourdes décaissées par la présidence....

Jovenel Moïse y met le prix pour avoir son PM.

Prime Minister named Fritz William Michel.

La séance de la honte s'est déroulée sans coup-férir, bien que les députés de la majorité aient été tous armés pour la circonstance. L'Histoire retiendra que Gary Bodeau a été celui qui a piloté ce vote, non parce que lui et ses collègues pensaient que c'était l'option légale, e surtout honorable, à choisir, mais plutôt pour avoir monnayé leur vote. Il semble que les députés se soient livrés à une course contre la montre, car voulant arracher ces derniers millions à la présidence avant que la 50 Législature ne

Suite en page 2

CORRUPTION, BANDISME ET PILLAGE DES CAISSES PUBLIQUES

La présidence et le Parlement rivalisent de scandales

Le président Jovenel Moïse.

Le sénateur Onondieu Louis.

Par Léo Joseph

Durant les dix-huit mois de la présidence de Jovenel Moïse, les scandales ont éclaté à un rythme régulier, faisant dire de ce dernier qu'il a emporté la palme en matière d'affaires louches à son actif. Ne pas vouloir être en reste, le Sénat, comme la Chambre des députés, a suivi pas à pas l'Exécutif. Mais ce qui vient d'être révélé concernant le sénateur Onondieu Louis constitue le comble de la canaillerie. Incontestablement, la Présidence et le

Suite en page 3

HAPPENINGS !

A Star is born during the Labor Day activities in Metropolitan New York

Farah entering at the club with unidentified man.

During last weekend when Michel Joseph Martelly thought, he was going to bask in the glory of a so-called "Music Legend Honoree," his presence helped to launch the career of a new Star who has become a household name overnight. **Welcome Sarah Poisson**!

As reported in last week's issue of the paper, the expected presence

Continued on page 16

POTENTIELLEMENT LA PLUS LONGUE CRISE PÉTROLIÈRE DE L'HISTOIRE D'HAÏTI

Déjà le gallon d'essence coûte 1 000 gourdes

Longues lignes d'automobilistes et de motos aux abords des pompes...

Suite de la page 1

carburant, pour que soit assurée une bonne recette. Car avec la carence d'essence en cours, le taxi moto est le transport le moins cher et le plus sûr.

Les distributeurs accusés de provoquer le marché noir

La présente crise d'essence est différente des autres qu'ont vécue les consommateurs haïtiens, à cause de l'élément d'incertitude qui se met de la partie. Mais aussi le développement d'un marché parallèle favorisant l'augmentation des prix aux consommateurs, notamment aux chauffeurs de taxis moto, qui accusent les distributeurs de créer un marché parallèle en vendant leurs produits à des détaillants qui font grimper les prix. C'est pourquoi, le prix du gallon de gazoline peut coûter jusqu'à 1 000 gourdes auprès des « *vendeurs ambulants* », c'est-à-dire des détaillants qui vendent à partir de drums qu'ils ont pu faire remplir par des distributeurs.

Mais un autre facteur contribue à provoquer la rareté, c'est l'impossibilité d'approvisionner les pompes en raison d'une grève des chauffeurs des camions citernes qui ont cessé la livraison suite à la séquestration de deux véhicules qui transportaient l'essence à des stations-service. Les chauffeurs et les distributeurs entendent faire pression sur les autorités pour que les chauffeurs soient mieux protégés.

La crise présente une autre caractéristique, qui s'explique par le fait que les compagnies distributrices de carburants sont forcées de traîner un manque à gagner en permanence, par le fait que le gouvernement Tèt Kale, à court d'argent, ne peut payer sa dette envers celles-ci. Dans un communiqué de presse non daté distribué sur What'sUp, l'Association professionnelle du pétrole (APPE) se déclare déroutée par « *les diverses interprétations que suscite la rareté de produits pétroliers* ». Elle profite, dit-elle, de l'occasion pour donner certaines précisions sur la réalité qui prévaut en ce moment.

En effet, a précisé l'APPE, depuis de nombreuses années, l'État assurait la subvention des produits pétroliers. Mais, continue à révéler le communiqué : « *Depuis près d'un an, l'État a cessé de prélever toutes les taxes inhérentes aux importations dans les proportions qui suivent : 70 gourdes sur la gazoline, 84 gourdes sur le diesel, 102 gourdes sur le kérosène* ».

Assurément cette mesure a eu ses conséquences sur le marché des produits pétroliers sur le territoire national. Et le document met en évidence l'impact de cette politique de la manière suivante :

« *Ceci a pour effet d'assécher la trésorerie des importateurs qui, en deux occasions, via courrier formel, ont attiré l'attention des autorités sur le spectre d'une pénurie, en raison de leur incapacité à continuer à ignorer leurs dettes envers leurs fournisseurs.*

« *Du montant de la dette, qui avoisine les huit milliards de gourdes, le paiement partiel de deux milliards de gourdes a favorisé l'arrivée de 2 bateaux pétroliers ayant à bord une quantité capable d'approvisionner le marché pendant quelques jours.*

« *L'approvisionnement des stations qui a repris en fin de semaine a été freiné par la récente séquestration de deux camions d'essence, ce qui a porté les transporteurs et chauffeurs à un arrêt de travail pour exiger les mesures sécuritaires nécessaires à leur métier.*

« *L'APPE rappelle, entre autres, que les importateurs sont tenus d'honorer leurs dettes envers leurs fournisseurs respectifs, que les produits soient vendus ou non. Le but du commerce est de rapporter des bénéfices. Garder ces produits aussi volatiles en stock ne saurait être d'aucun intérêt.*

« *Sa vocation n'est pas de rationner, mais plutôt d'assurer l'écoulement des produits dans une ambiance harmonieuse* ».

Peut-être le paragraphe le plus important de ce communiqué de presse est le suivant :

« *L'APPE souhaite plutôt la mise en place de moyens susceptibles de redonner confiance aux transporteurs, d'une part, et de l'autre, la mise en place d'un mécanisme de permanent devant garantir le paiement des dettes à l'industrie pétrolière* ».

Ont signé le communiqué : Randolph Rameau, président de Kimazou Energie S.A.; Jean Raynald Boyer Bandari, secrétaire général; Bernard Cameau Capinvest, trésorier; Luc Maiche, membre, pour DINASA; Cedric Bouquety, membre pour Sol; David Clérié, membre, pour DNC.

Une longue attente, sans espoir de pouvoir faire le plein au bou du compte.

Une crise de produits pétroliers manches longues ?

Depuis la veille de l'éclatement de cette nouvelle crise, les observateurs répétaient que celle-ci risque de durer longtemps, par le fait de la crise économique et financière qui frappe le régime Tèt Kale de Jovenel Moïse. C'est ce que l'APPE a laissé entendre dans le dernier paragraphe de son communiqué de presse. Les signataires du document ont indiqué clairement que la dette partielle de 2 milliards de gourdes que l'État a payée, sur les quelque 8 milliards de gourdes qu'il doit aux fournisseurs, ne suffiront pas pour assurer une livraison suffisante pour durer plus d'un mois. Cela signifie que la quantité importée, et dont la livraison doit être effectuée incessamment, ne saurait garantir une distribution rationnelle sur le marché national. Si le gouvernement Moïse n'est pas en mesure d'éponger sa dette envers les compagnes importatrices de carburants dans les deux semaines qui suivent, la crise pétrolière va se prolonger encore quelques semaines, sinon des mois. Jusqu'à ce que le Palais national trouve la formule qui convient pour avoir accès à de nouvelles sources de financement.

LA SÉANCE DE RATIFICATION DU PREMIER MINISTRE NOMMÉ ABOUTIT

Agréé par les députés, Michel attend le verdict du Sénat

76 votes pour, 0 contre et 3 abstentions.... 172 millions de gourdes décaissées par la présidence....

Suite de la page 1

devienne caduc dans quelques jours.

Il n'y a pas eu de débat, à proprement parler, puisqu'il ne s'agissait pas de juger du mérite du Premier ministre nommé à démontrer sa capacité de remplir cette fonction, mais sinon qu'à justifier les 172 millions de gourdes que Jovenel Moïse a pu trouver à verser en guise de pots-de-vin aux députés, tandis que le gouvernement exhorte au calme et à la patience les employés de l'État en attente des arriérés de salaire que leur droit le gouvernement.

Le président de la Chambre s'est passé de la cérémonie d'usage nécessaire lors d'une séance de ratification d'un chef de gouvernement nommé. Il a plutôt donné la parole à Fritz William Michel pour qu'il énonce son discours de circonstance.

Une fois fait l'énoncé de sa politique générale, la candidature est passée au vote. Au bout du compte76 députés ont voté en faveur de Michel, avec 0 contre et 3 abstentions. Cette étape franchie, cette cérémonie, qui s'est déroulée quasiment à la cloche de bois, s'est terminée en un temps record, mettant l'intéressé et les membres de son cabinet en position de se présenter devant le Sénat, qui doit, à son tour, agréer ou rejeter le Premier ministre nommé.

Le président de la Chambre des députés Gary Bodeay.

Après sa ratification par la Chambre basse, Michel a exprimé sa reconnaissance envers cette majorité qui lui a décerné ce vote favorable, souhaitant que les sénateurs soient aussi bien disposés à son égard. Toutefois, il doit avoir de bonnes raisons de redouter la prochaine phase du processus de ratification, car les sénateurs n'ont pas, à l'instar des députés, mené des négociations visant à traduire leur vote en espèces sonnantes et trébuchantes. Au cours des dernières heures qui ont précédé la séance à la Chambre basse, aujourd'hui, des députés assimilés à l'opposition ont été dénoncés d'avoir fait défection afin de participer au partage du pactole que la Présidence s'apprêtait à mettre à la disposition de ceux qui étaient disposés à voter en

Suite en page 8

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 3

CORRUPTION, BANDISME ET PILLAGE DES CAISSES PUBLIQUES

La présidence et le Parlement rivalisent de scandales

Suite de la page 1

Parlement se sont ligués pour vider les caisses de l'Etat et appauvrir davantage le peuple haïtien.

En effet, l'audace affichée par le questeur du Sénat effectuant, sans aucune gêne, des détournements des allocations de l'institution, au détriment de ses employés victimes de plusieurs mois d'arriérés de salaire impayés, n'a d'égal la traitrise des dilapidateurs du Fonds PetroCaribe. En clair, de telles opérations appellent à la solidarité des acteurs spécialisés dans le vol des deniers publics. Dans ce cas, il est aisé de comprendre pourquoi les personnes épinglées dans le vol des USD 4,2 milliards générés par la vente du pétrole vénézuélien sur le marché national se battent pour éviter que soient lancées des poursuites contre elles. Dans la mesure où Jovenel Moïse lui-même se trouve impliqué dans le même genre d'opérations, on comprend parfaitement pourquoi il s'acharne à protéger ceux qui font carrière dans le pillage de l'Etat.

Selon une communication mise en circulation par la « *Fondasyon Je Klere* » (FJK), le Bureau des affaires financières et économiques (BAFE), une institution de l'Etat œuvrant dans les mêmes domaines que l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), sous l'ombrelle de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ), l'Unité centrale de références fiscales (UCREF) et de l'Inspection générale des finances (IGF), le BAFE a adressé un rapport au commissaire du gouvernement près le Tribunal de première instance de Port-au-Prince, Paul Eronce Villard, relatif à une vaste conspiration financière au Sénat de la République dont le questeur serait à l'origine.

Le document fait état, explique l'organisme de défense des droits humains, d'une opération de détournement de fonds du Grand Corps menée par une équipe mise sur pied par des proches du sénateur Onondieu Louis, de concert avec lui, qui ont été pris en flagrant délit, et dont les meneurs auraient dénoncé ce dernier comme étant le pilote du projet

Plus de 340 000 $ détournés

Si le questeur du Sénat haïtien a pu s'arroger le droit de détourner environ USD 340 000 $ (29 millions 784 750 gourdes) du budget de cette institution, comme s'il cassait son tirelire pour régler ses affaires personnelles, il faut comprendre que, allié de l'Exécutif, dans le cadre des opérations irrégulières et illégales, qui se prolifèrent, surtout sous les deux régimes Tèt Kale, c'est parce qu'il n'a rien à craindre. Aussi a-t-il mis sur pied une équipe de bandits pour mener à bien son entreprise criminelle.

La conclusion du rapport du BAFE expose les faits dans toute leur gravité. Le document adressé au commissaire du gouvernement précise : « *Il paraît tout à fait évident, honorable magistrat, que le sénateur Onondieu Louis, dont le nom a été cité par les interpellés, lors de leurs auditions de Ysnik Choute, identifié fiscalement au numéro 004-019-400-3, Jimmy Fervil, identifié nationalement au numéro 01-01-99-1976-07-00891 et consorts soient liés par une vaste opération de détournement de fonds publics, de blanchiment des avoirs, d'enrichissement illicite et d'association de malfaiteur, lesquelles infractions devront faire l'objet d'enquête approfondie sur certains points d'ombres tels que :*

« *L'existence physique de l'entreprise dénommée Révélation Rent A Car sise à Vertus 1, Saint Louis du Nord;*

« *L'identification et l'audition du comptable public délégué auprès du Sénat de la République ou du Parlement;*

« *Les noms de tous les bénéficiaires (personnes physique ou morale) des chèques émis par le nommé Ysmik Choute à partir du compte courant de son entreprise dénommé Révélation Rent A Car, au cours de la période du mois de mai 2018 à date*;

« *L'obtention et l'évaluation de la déclaration de patrimoine du sénateur Onondieu Louis;*

« *La fonction occupée par le nommé Ysmik Choute au Sénat de la République;*

« *L'interpellation des nommés Marie Myrlande Georges et Ysmik Choute* ».

Le rapport du BAFE souligne, en conséquence, que le responsable de cette organisation «*vous défère en état les nommés Jimmy Fervil, Anel Nelson et André Auguste, pour les suites de droit* ».

Un réseau de malfaiteurs au sein du Sénat?

Dans le livre de Matthieu 21 :12 et suivants, il est dit que « *Jésus chassa les vendeurs du Temple* » ayant constaté que des marchands avaient converti ce lieu saint en « *repaire* » de bandits. A la lumière des dernières données, on se demande si le moment n'est pas venu de mener une opération similaire au Sénat de la République.

Pour mener à bien cette opération de détournement de fonds, un réseau de malfaiteurs est créé composé de proches du sénateur Onondieu Louis, élu sous la bannière de la Komite Inite Demokratik (KID), parti politique de l'ex-Premier ministre Evans Paul, dit K-Plim.

Voici le système mis en place pour siphonner les fonds du Sénat. Un proche du sénateur Louis, Jimmy Fervil, un employé du Grand Corps affecté au Service des matériels. Mais il est aussi le chef de cabinet du sénateur faisant une proposition à Cassandra Jean, une mère de famille en difficulté de trouver les ressources nécessaires pour la rentrée des classes qu'elle ne pouvait refuser. Fervil s'engage à verser à Mme Jean la somme de 25 000 gourdes, à condition qu'elle ouvre un compte en banque conjoint avec une autre personne qui bénéficiera aussi du même montant. Soit 25 000 gourdes pour Cassandra Jean et 25 000 gourdes pour l'autre personne. Cassandra Jean se met d'accord avec Jimmy Fervil et ouvre un compte à la Unibank avec sa cousine, Magda Bernier.

Sur ces entre-faits, le compte conjoint appartenant à Mme Jean et sa cousine Magda Bernier accueille de gros dépôts avec des instructions lui demandant d'effectuer des retraits dont les montants sont remis à Jimmy Fervil. Paniquée de constater les fortes sommes d'argent déposées à son compte, Cassandra Jean est allée informer la DCPJ. Les responsables de celles-ci ont confié le dossier au BAFE qui, après enquête, procéda à l'arrestation de Jimmy Fervil, Anel Nelson et André Auguste.

Le sénateur Onondieu Louis désavoue

Le questeur du Sénat n'a pas pris du temps pour désavouer les personnes impliquées dans ce scandale. Le sénateur est intervenu à la radio pour dire qu'il n'a pas de relations d'affaires avec les personnes dont les noms ont été cités. Pourtant le rapport du BAFE révèle que Jimmy Fervil a avoué qu'il a « *agi pour et au nom d'Onondieu Louis et de la secrétaire adjointe du Sénat de la République, Mme Myrlande Georges Casséus* ».

Signalons qu'Anel Nelson est un chauffeur du Sénat de la République attaché au service de Myrlande Georges Casséus. Celle-ci lui a passé l'ordre d'aller accompagner les meneurs de la transaction à la banque. Quant à André Auguste, il est identifié comme étant un policier de la 17e promotion ayant pour numéro d'immatriculation 05-17-05-07973, affecté à l'UDMO du Nord-Ouest, en détachement auprès du sénateur Onondieu Louis. Ce dernier lui avait demandé d'aller «*sécuriser les transactions* ».

Le document révèle en outre que Myrlande Georges Casséus, tout comme le sénateur Louis, avait un grand intérêt dans le déroulement des transactions. Car les deux ont dépêché leur personnel pour prêter main forte aux autres qui se trouvaient à la banque, soient Anel Nelson envoyés par Mme Georges Casséus pour accompagner ces personnes; et André Auguste chargé par le sénateur pour assurer la sécurité des transactions.

Une autre affaire qui restera sans suite

Dans un pays comme Haïti où la corruption bat son plein, tout ce tollé déclenché par ce gros scandale restera sans suite. C'est, d'ailleurs, ainsi qu'ont fini les histoires de vol, de malversations, de détournements de fonds et d'autres méfaits financiers qui ont éclaté sous Michel Martelly, mais plus intensément avec Jovenel Moïse aux commandes du pays.

En effet, le méga scandale du détournement/vol des USD 4,2 milliards $ du fonds PetroCaribe a permis à Jovenel Moïse et ses alliés du PHTK de mobiliser leur « *système de défense* » pour vaincre ceux qui se battent pour qu'ait lieu le procès des personnes épinglées dans ce crime. Tout récemment encore, le nom du président de la Chambre des députés, Gary Bodeau, était cité dans un autre scandale autour de l'achat d'eau et du café pour des dizaines de millions de gourdes; ainsi que des repas soi-disant fournis par le restaurant d'un bailleur de fonds qui a financé les élections de Bodeau et d'autres collègues du président.

On ne peut oublier les millions collectés sous forme de pots de vin par la première dame, Martine Moïse, dans le cadre du contrat octroyé sans appel d'offres à la compagnie allemande Dermalogue. Rappelons aussi l'affaire des kits scolaires qui s'est soldée par la mise à pied du ministre du Commerce et de l'Industrie, Roosevelt Bellevue, sous l'administration Moïse-Lafontant. Alors Premier ministre, Jacques Guy Lafontant avait annoncé qu'une enquête allait être diligentée afin de fixer les responsabilités des uns et des autres dans ce scandale.

Il s'agissait d'un scandale portant sur la surfacturation des kits, au profit de la femme du président et au détriment de la caisse publique. L'Etat ayant été mis en situation de verser des millions de dollars comme frais supplémentaires pour financer les fournitures scolaires, à l'ouverture des classes, en 2018. Mais les promesses de l'ex-Premier ministre Lafontant relatives au scandale des kits scolaires continuent de rester lettre morte. Le dossier a été depuis relégué aux calendres grecques.

Par ailleurs, on parle très peu de la Caravane du changement, un projet concocté par Jovenel Moïse pour siphonner des fonds des caisses de l'Etat. D'ailleurs, les ressources investies dans la mise en train de ce projet n'ont jamais été budgétisées. Pourtant pour le financer, il avait recours à la politique consistant en déshabiller Pierre pour habiller Paul, en ce sens qu'il rognait sur les budgets des différents ministères pour trouver des fonds destinés à faire marcher sa caravane, qui s'est finalement arrêté brusquement et de manière permanente.

Il faut, à tout prix, engager une poursuite judiciaire contre tous ceux, à tous les niveaux de l'administration publique, qui ont volé les fonds publics, unique moyen d'éviter que les dirigeants ne retombent dans les mêmes crimes. Après le procès de la Consolidation, on a constaté un plus grand respect des ressources du pays par nos hommes politiques. Dans le même ordre d'idées, on peut dire si Jean-Bertrand Aristide a été poursuivi en justice et puni, en sus d'être astreint à restitution, pour les détournements de fonds qu'il a opérés au détriment de la Téléco et d'autres méfaits financiers dont il était accusé, ses successeurs, aujourd'hui épinglés dans le dossier PetroCaribe, se seraient imposés plus de retenue.

Il semble que jusqu'ici les collègues d'Onondieu Jouis n'aient pas encore réagi à cette grave accusation qui vient d'être portée contre lui.

L.J.

PROPRI T VENDRE
 PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 4

HAITI OBSERVATEUR

Mais Aristide n'a aucune intention de revenir

L'ancien président sait qu'il pourrait être empêché de se déplacer

QUI PROTÉGERA LES COUPEURS DE CANNE HAÏTIENS ?

Le coût du passeport a doublé depuis huit mois

LA RÉVOLUTION TRIOMPHALE HAÏTIENNE (1921)

Notre Révolution (C) :

L'affaire Frantz Verella

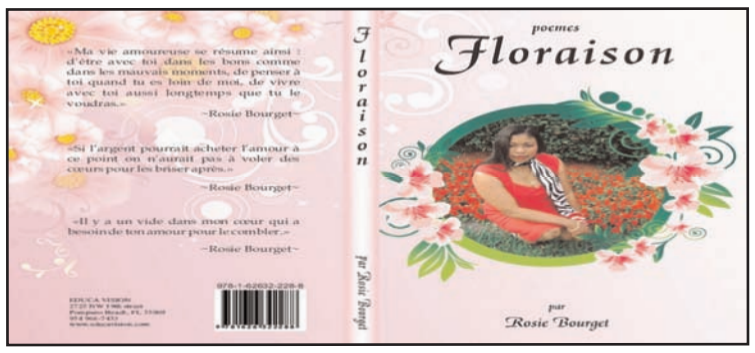
Donne-moi Nelson Mandela !

NOUS LES DÉTRACTEURS DE PRÉVAL SONT-ILS ALLÉS TROP VITE EN BESOGNE ?

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

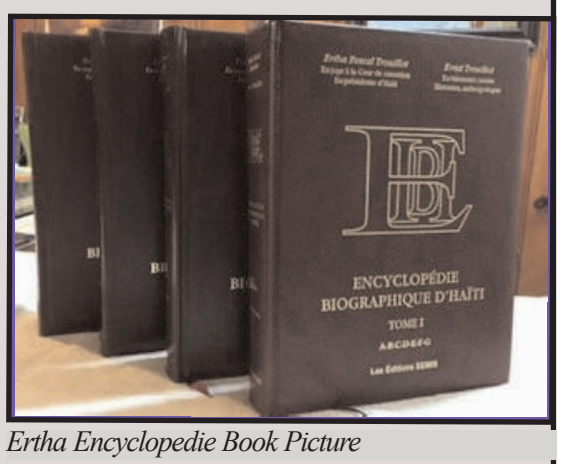
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Bò isit bò lòtbò, bagay yo myèl, menm lanati fache !

Kòm se te fèt bò isit Ozeta-Zini, nan fen semèn ki sot pase a, sitou nan Bwouklin, nan Nouyòk la, mwen konnen anpil nan nou ap mande kijan sa te pase menm ? Èske Michèl Mateli (Michel Martelly), « *Swit Miki* » osnon «*Swit Mimi* », te patisipe nan *Lebòde* a *(Labor Day)* a, èske fèt prive yo te byen pase ?

Premyèman, bliye kesyon *Lebòde* a. Nan lendi a, pèsonn pa t wè lonbraj Mouche Miki nan zòn *Eastern Parkway* a. Kòm nou te di depi semèn pase a, yo te deklare Chat 2 pye a « *persona non grata* » nan gwo fèt « *West Indian Day Parade* » la. Msye te konnen pou l pa t met pye sou gwo boulva *Eastern Parkway* a, nan Bwouklin. Donk, manifestan pa t deplase pou al kouri chalbari dèyè malandren an. Pa t gen pankat « **Martelly Wanted** » non plis, nou mande met «**Manda Arestasyon** » dèyè vòlè lajan PetwoKaribe a !

Antouka, nou sonje lane pase, msye t oblije soti nan parad la san l pa t fini tout kous la. Kanta pou lane sa a, li pa t pran chans al pran menm youn ti woulib sou cha 4 lòt gwoup Ayisyen yo ki te apwouve pou patisipasyon : **T-Vice, Tony Mix, Kreyòl la** ak **Bamboche.** Li pa t ka menm pwoche bò zòn *Eastern Parkway* a. Yo te ka menm arete l si l te parèt pwent tèt li. Nou pa ba l bouch, men jan bagay yo ap dewoule de jour-an-jou, pi ta pral pi tris !

Kanmenm, mouche bouch sal la te nan fèt *Richard Urbain,* mèt gwoup yo rele *Vénus Productions* nan te fè pou li a nan «*The Space* », youn bèl plas nan *Westbury, Long Island,* samdi swa. Kòm nou te pibliye sa semèn pase a, se youn fèt Richa te òganize pou onore 8 mizisyen, Mateli pami yo, ke l rele lejann *(Légendres).* Se mizisyen enpòtan ki bay mizik lakay la jarèt, gwo bourad menm.

Premyèman, n aprann ke *Jean Robert Martino,* younn nan 8 mizisyen yo, pa t la. Selon sa teledyòl la bay, sanble ke *Martino* ta lage tout chay absans li an sou do gwo siklòn *Dorian* ki ravaje Bahamas ant samdi ak lendi ki sot pase a, e ki te menase pou frape Laflorid. Jouk lendi swa. pandan n ap ekri atik la, *Dorian* panko rive Florid. Okontrè, sanble lè lide l di l kite Bahamas an repo, li ka frape byen wo nan Florid la, bò *Jacksonville* epi monte al nan eta *Georgia.*

Nou menm, nou kwè *Dorian* te ka youn bon pretèks pou mounn kouri kite zòn Florid la, vin pase youn ti tann bò Nouyòk jiskaske gwo danje a fin pase. Sitou lè tikè w deja peye epi ou pral resevwa gwo lonnè an konpayi ansyen prezidan. Men tou, lè se youn ansyen prezidan ki tounen youn « *pestiféré* », jan yo di an franse, youn « santò », nou konprann pouki sa, de pliz-an-pli, gen mounn ki pa vle frekante l ankò. E si *Martino* ta younn nan mounn sa yo ki pa soti pou avili tèt yo an movèz konpayi ? Bravo *Martino !*

An palan de siklòn *Dorian,* gen mounn ki di se ka prezidan Donal Twonp (Donald Trump), ki detounen siklòn nan pou l pa frape Laflorid. Paske msye te lage youn pawòl deyò semèn pase a ki te fè anpil mounn mande si msye byen nan tèt. Li te di pouki sa yo pa eseye lage youn bonm nikleyè nan nannan siklòn nan, sa yo rele « *je siklòn* » nan, pou detwi l depi anlè pandan l sou lanmè, anvan l vin frape okenn peyi ! Ou kwè n tande refleksyon ki sot nan bouch youn gwo otorite konsa, ki sanse prezidan pi gwo puisans sou latè kounnye a, anfas *la Grande Chine ?* Pawòl la twòp, machwè gonfle.

Manifestasyon devan youn nan bizinis Richa Iben yo.

Sè ke prezidan Twonp te gen anpil lapèrèz pou gwo chato *Mar-a-Lago* l la, kip nan *Palm Beach.* Selon prediksyon, prèske tout metewolojis yo, ekspè ki etidye kesyon tanperati ak mouvman van, jouk nan vandredi 30 out la, yo te di sanble ke *Dorian* te pral ateri nan zòn Palm Beach, nan Florid la. Epi Ayisyen ti zòrèy foure bouch nan kesyon an. M tande gen ladan yo ki di petèt prezidan Twonp te voye fè youn soti pou li ann Ayiti. Nou remake *Dorian* pa touche Ayiti non plis.

Fara Pwason kontinye ap rele Kote kob PetwoKaribe a pandant y ap kondwi l mete l deyo.

Konesan nòstwòm ki bò lakay la, ale wè si msye pa pwofite pran kredi pou siklòn *Dorian* ki pa touche Ayiti a. Ale wè tou si l pa voye di zanmi an ki te envite l *Mar-a-Lago,* nan mwa d mas la, ke l pa bezwen enkyete l, paske li gen gwo wanga. Se poutèt sa li te gen tan lage youn pwen dèyè vye siklòn nan pou detounen l de Ayiti ak anpil zòn nan Florid la. Antretan, l espere yo ka ba l youn ti kras nan tout lajan gouvènman merisken an te pral depanse si *Dorian* te rive frape Laflorid jan yo te di a. Antouka, pawòl la di : «*L'espoir fait vivre!*» Epi Ti Tonton pran ri jouk yo wè tout 32 dan nan bouch li, msye di : « *Et pourquoi pas ? Baton ki nan men w nan se ak li ou pare kou* ». Ok, ann kite sa.

Ann tounnen sou fèt samdi a, nan *Westburry* a. Nou tout te wè anons yo, ke se youn fèt sou «*Admisyon* » sèlman. Se tèlman vre, yo pa t menm mete pri. Se te youn sekrè antre yo. Nan youn sikonstans konsa, m ap mande kijan youn dam byen abiye, youn fanatik tout anwòz (rose), swadizan mounn pa yo, al renmèt yo sa l ba yo jou swa sa a. Paske, lè mouche Mateli te kanpe pou l al pran plak, osnon sa yo t ap ba li pou onore l la, dam nan rale pankat li epi li pran pale : « *Kote kòb PetwoKaribe a ?* ».

La tou, Roro Nelson, gwo makout — ki makout sa a ? — m vle di goril, osnon gad di kò, kouri fonse sou fi a li rache pankat la nan men l, e l pran joure l. Gen lòt ki kouri vin ede Roro ak danje sa a ki rantre jouk anndan fèt « *pa admisyon sèlman an* », pou l al fè revandikasyon, pale pou tout lòt yo ki pa t gen chans rantre. Li pete kabouya a kanmenm. Avrèdi yo kouri mete l deyò. Men mesaj la delivre devan je tout mounn ki te vin nan fèt sou do lajan PetwoKaribe a. Yo tout konnen ke, de youn fason ou youn lòt, men yo tranpe nan kat milya de san milyon (4 200 000 000,00 $) lajan PetwoKaribe a ki te ka chanje vizaj peyi a, men ke mouche Mateli ak tout vòlè parèy li yo fin dechèpiye.

Selon enfòmasyon nou vin jwenn, dam vanyan sa a, ki te pote kesyon PetwoKaribe a nan fèt pou « 8 lejann yo », pou fè yo konnen y ap benyen nan kòripsyon an tou, se *Ms. Sarah Poisson.* La tou, bri kouri, nouvèl gaye, se Madan *Ray Joseph*, *Ms. Lola Poisson*, ki ranje ak youn fanmi l pou al gate fèt mounn yo. Okontrè, *Ms. Lola* resevwa mesaj pou konplimante l pou bèl travay li fè a. Soti nan mesaj ekri, yo pase nan rele l nan telefòn pou yo di l yo apiye l nèt al kole. Se lè sa a l ap di yo li pa konn *Sarah Poisson* an, men li pral chache konnen ki mounn li ye, èske gen okenn lyen parante antre yo. Antouka, *Madame Lola Poisson Joseph* rantre nan won san l pa t konnen. Kan menm se pou youn bon kòz.

Sa k rive nan fèt samdi a se youn lòt avètisman sitwayen yo ki bouke ap bay otorite yo. Bann vòlè ofisyèl yo kòmanse jwenn ak zo grann yo lè yo pat atann, nan mitan lasosyete, kit se nan Legliz, nan Salon fineray, osnon nan gwo fèt. Pa egzanp, nan jounal 14 out la, nan kolòn **Grenn Pwonmennen an,** nou te vin ak youn tit ki t esplike youn nouvo fenomèn. Tit atik la te di : *« La Lajistis pa fè travay li, sitwayen yo aplike jistis la nan fason pa yo. Sa w pran se pa w !* »

Se konsa nou te bay sa k te pase nan Legliz katolik nan Kabare a (Cabaret), le 9 out ki sot pase a, anviwon youn mwa de sa. Fednèl Moncheri (Fednel Montchéry), ki se direktè jeneral nan ministè Enteryè ak Kolektivite tèritoryal, t al nan lantèman majistra Wilz Toma (Wils Thomas). Pandan msye anndan legliz la, lamès deja kòmanse, youn sitwayen mache sou li epi li pran vekse msye. Li di l « *Plas ou pa la a. Ou se youn kriminèl, paske ou te patisipe nan krim Lasalin nan kote nou touye gason, fanm, menm timounn. Konstitisyon an di lè nou rankontre mounn tankou w, se pou n mete w anba kòd. Mwen fout arete w !* »

Epi sa n tande a, sitwayen an, Diksonn Orès (Dixon Oreste), kòmanse bourade Moncheri. Lè polisye ki te deyò a tande tout vakam nan, yo kouri vin pote msye sekou. Kèk ladan yo metrize Orès, pandan lòt yo kouri ak Moncheri, mete l nan machin. Se konsa li te sove. Men l te gen tan pran kèk bon bourad.

Epi pandan m ap pale ak youn zanmi ann Ayiti apre-midi lendi a, msye di m bagay dam *Poisson* an fè nan zòn Nouyòk la raple l sa youn gwoup sitwayen te fè jij Bredi Fabyen (Bredy Fabien) lè msye t al nan youn lantèman nan Pòtoprens. Se te le 6 jiyè, anviwon 2 mwa de sa. Yo kouri dèyè jij la. Li te menm gen tan pran youn kout wòch. Yo di msye plas li pa la a, li merite nan prizon pou jan li te ranje koze a pou kandida Jovnèl Moyiz nan dosye UCREF la.

Se lè a mwen vin sonje ke se jij enstriksyon sa a ki te gen dosye blanchiman lajan Moyiz la, anvan menm Moyiz te prete sèman le 7 fevriye 2017. Moyiz te di li te parèt devan jij li san okenn avoka, paske l konnen li pa t gen anyen pou l kache. Toujou selon Moyiz, li te pase 4tr è d tan ak jij Fabyen. Epi kòm nou konnen, anyen menm ! Gen kèk mwa de sa, yo tou voye netwaye prezidan Jovnèl Moyiz byen klin, li pa gen oken dosye sou do l ankò. Men, atansyon, *La Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif* (CSC/CA) vin ak lòt dosye ki pi grav toujou pou prezidan an.

Enben, sitwayen yo pa bliye ke se jij sa a, youn nan jij kòwonpi Jovnèl Moyiz yo, ki te rantre nan konfyolo ak prezidan blanchisè lajan an, ki t ap kale tèt pèp la menm anvan li te prete sèman le 7 fevriye 2017 la. Kòm Lajistis pa ka fè travay li ann Ayiti, sitwayen yo ap aplike jistis pa yo jan yo konnen. Pa malè pou jij Fabyen, li te twouve l nan salon fineray « *L'Ange Bleu* » a, nan Pòtoprens, jou 6 jiyè a, vè 5 è nan laprè-midi. Yo te kòmanse fonse sou li, epi nan eskonbrit la, msye pran kouri. Pandan li t ap bat pou l chape poul li, gen kèk nan sitwayen konsekan yo ki ranmase 2 zou 3 wòch dèyè l, kòm si se youn chen anraje yo t ap kwape.

Men sa dam *Sarah Poisson* fè nan Nouyòk la gen tan fè bri toupatou kote ki gen kominote ayisyen. E sanble sa pral gaye toupatou, osnon gaye plis kote pi vit toujou. *Ms. Poisson* tounen youn *Marie-Jeanne de la Révolution.* Pou l pran kouraj li a 2 men, pou kont li, li fofilé l anndan nan « *The Space* » la, kote fò w te gen envitasyon pou w antre. Li ranje zafè l byen. Asireman, li te gen envitasyon l. Epi li abiye tout an wòz, pa ka gen pi bon « Tèt Kalis » pase l. Men o moman yo rele Michèl Mateli sou la sèn, se konsa li depliye pankat li ak youn mesaj byen klè. Anplis, li t ap pale byen fò pou repete mesaj la :« **Mèt vòlè, kot kòb PetwoKaribe a ?** » Pandan y ap sot avè l se tank li di « *Swit Mimi an* » de pawòl ki pou ta fè l wont. Men nou konn klas mounn tankou mouche sa a, se lè y ap pase mennòt la nan ponyèt li, osnon y ap mare l ak kòd pit l a konprann ke pa gen betiz nan sa. Antouka, li pa ka di nou pa t avèti l.

Ms. Poisson vin tounen youn « *Star* », youn « *Vedèt* ». Nan lendi swa, se *Radio/Télé Zénith,* nan Pòtoprens, ki t ap onore l. Nou te tande DG *Abellard Morin,* ki t ap lwanje aksyon dam Nouyòk la. Li te di onon *Rony Collin,* prezidan stasyon an, onon pa l menm, onon tout manm Radio/Télé Zénith e onon pèp ayisyen an, y ap kanpe pou chante « *La Dessalinienne* » pou onore *Ms. Sarah Poisson.* Pita, nan lasware lendi a, sou menm stasyon an, nou te tande *Schiller Louidor,* younn nan reprezantan Sektè demokratik e popilè a, ki t ap leve *Sarah Poisson* byen wo, youn egzanp pou tout fanm, gason, jèn yo sitou, youn moman kote tout peyi a ap leve kanpe pou di «*NON, Nou p ap pran sa nan men yo* ». Msye t ap pale kijan gouvènman an soti pou toupizi pèp la ak pri gazolin ki monte ant 600 e mil goud galon, osnon si dola trann-de santim a 10 dola senkann-de santim (6,32 $ a 10,52 $). Sa yo pran se pa yo.

E nou pa ka fèmen bwat pawòl la san nou pa di sa k te rive Mesye *Richard Urbain*, ki te ranje pou Michèl Mateli te vin bò isit lane sa a. Kwake li pa t ka fè jwenn gwo lo a, *Eastern Parkway* nan Bwouklin, pou Parad West Endyen an, nan lendi 2 septanm, *Jou Lebòde* a menm, li te fè sa l te kapab pou prezidan ki kòmanse an pàn chèf la.

Apa de fèt wololoy samdi swa a, te gen *Eisenhower Park*, nan dimanch apre-midi, kote m te wè youn bann *tinedjè yeye* ap jwi lavi. Men menm la a ankò, manifestan te debake. E pou Mesye *Urbain* pa bliye sa yo te di l depi 3 semèn de sa, yo te bay msye youn ti avangou. Manifestan te debake devan younn nan klinik li yo, « *Advent Home Care Agency* », avèk pankat ak youn mesaj byen klè : **WANTED,** ak foto Mateli dèyè fennèt a bawo fè, kivedi li nan prizon. Epi : «**Persona non-grata in NYT, Persona non-grata everywhere**.»

Pawòl la di « *Chemen bouton se chemen maleng* ». E si Lajistis pa ka fè travay li, pèp la menm pral fè jistis pa l jan l konnen. Mwen swete zòrèy zòt p ap pi long pase tèt yo. Epi youn ti mesaj an final pou nòstwòm JoMo : Makak la te di ke l la pi rèd toujou. Epi an pe d tan, ke makak kase. Gen anpil pawòl « *À qui de droit* ». Enben mezanmi, «*À chacun/chacune son mot* ». Mèt ak mètrès pawòl, ranmase pawòl pa w la.

GRENN PWONMENNEN
4 septanm 2019

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 7

CHRONIQUEUR INVITÉ/GUEST COLLUMNIST
In orphanages, a Brother-Predator caused Mayhem in Haiti under the guise of goodwill

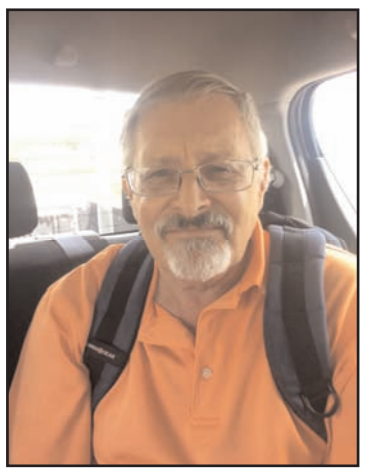
By Valerie G. Dirksen*

SPECIAL TO HO—The first American Brother with the Missionaries of Charity claims he devoted his life to helping the poorest of the poor in the poorest country in the Western Hemisphere, Haiti. The stories he shared about life in Haiti with the world could bring even the hardest heart to tears. *"Bring me the street children, the ones no one else wants. We want to teach them they are special and loved,"* he would say. Through the years, boys came and went through the program, some even died in his care. The boys were taught to dance, sing and perform. They were even taught karate so they could fight each other to entertain visitors. Several months a year, the group toured in the United States and Canada to raise funds, thus missing school. He convinced everyone this was "therapy" for the broken boys. The brother's stories always pulled at the heart strings, and the boys performed their hearts out. One dance, called *"the shoe shine",* depicted a Haitian man in a purple suit, smoking and refusing to pay the poor boy who was in rags. The police came and threaten to take the boy to jail. The audience always became engaged, and sadly, this is the vision most foreigners now have about Haitians.

The brother claimed he was raising cultural awareness about Haiti. After the show, the brother asked for a free will donation. Emotional patrons, having just witnessed the greatest underdog-to-success story, were always quick to take out their wallets and checkbooks to put something in the baskets. Some were known to write checks for thousands of dollars, and many $100 bills made it into the baskets. And the audience was told: *"100% of every donation goes to the children of Haiti."*

Sadly, life at the homes, really orphanages, is anything but the loving story the brother tells. In fact, throughout the years, different groups of boys have reached out to the authorities for help. They reported of being sexually, emotionally and physically abused by the self-proclaimed "Ange Michel" –and what an angel! These boys, who are orphaned or abandoned, don't have parents to whom to talk. Due to the control and power that this brother had in a country like Haiti, it was very dangerous for the victims to report anything. Besides that, the brother tells everyone that Haitians are *"liars, cheaters and stealers who have learned their tricks on the streets of Haiti and they are just manipulative."* In fact, that is a description that could be used to describe the brother himself. Sadly, even neighbors and friends turn on the victims, and accuse them of causing problems. Such is the reality of this dirty secret in Haiti — which is no longer secret.

The victims have shared their stories with priests, pastors, doctors and teachers and even with the U.S. Embassy. Some have made formal accusations to Marie-Carmel DeJean, the former head of *"Institut du Bien-être social et Recherches"* (French acronym IBESR), a Haitian government organization offering children protective services. Even Catholic Archbishop Wilton Daniel, formerly from Atlanta, now in Washington, responsible for the church sex abuse scandals, has known about this situation since 2003. All these people have done nothing to help the victims seek justice and healing. One victim said, *"After telling 12 visitors what was really happening at the*



Brother-Predator Michael Geilenfeld after his arrest in the Dominican Republic.

house, and he told me I was lucky to be there, with a roof over my head, I decided to focus on my studies, because no one cared about our abuse."

All told, 10 times, over 30 years, the boys have gone to the authorities with their complaints. Madame Arielle Jeanty Villadrouin, the current IBESR director, conducted an investigation in January 2014 and closed the home at Delmas 91 for minors and refused to license it. Not long after that, Instruction Judge Al Dunel Dimanche ordered that the brother be jailed. In October 2014, he was arrested and spent 237 days in the Port-au-Prince National Penitentiary. You've probably heard about him: **Michael K. Geilenfeld.**

On his release, he went to the United States but by July 2015 he was back in Haiti. In October 2015, the Chief Government Prosecutor, Ocnam Daméus, and Attorney General Jean Roody Ali issued a search warrant and discovered minors at the home at Delmas 91. Authorities found three minors coming home from school. After interviewing several victims, an arrest warrant was issued. The warrant, signed by Magistrate Judge Abner Emile, led to the issuance of a "Red Interpol alert" arrest warrant for the brother. Rather than face the charges, Geilenfeld fled Haiti and went to *Anamuya,* north of Punta Cana, in the Dominican Republic, to join his man/wife, Brunel Ezra, who had opened a home for children there sometime after he fled Haiti.

Reportedly, this Brunel Ezra has a long history of trouble with the law. Not only did he stab a minor in the chest but on January 29, 2014, he had shot Haitian rapper O'Gun in the face at the Kinam Hotel in Pétion-Ville and fled to the Dominican Republic. Those at the *Anamuya* home, called *"Casa de los Rios,"* appear to be children of Haitian refugees and the operation is funded by organizations in the U.S. and possibly Canada. Several fundraising websites connected to the brother continue to operate and mention is made to the homes in Haiti, but nothing is said about the brother's legal troubles or his business in the Dominican Republic.

Meanwhile, authorities in the Dominican Republic have reported a major problem of organ trafficking going on in the country, with Haitian refugees being among the prime suspects. Additionally, it should be pointed out that the unlicensed Anamuya orphanage doubles up as a guest house. Based on what is known about the visitors to the Haitian homes, one can imagine what's happening at Anamuya.

In April of this year, based on the "Red Interpol Alert," Dominican law enforcement apprehended Michael Geilenfeld in Higuey. Considering that he was in violation of the U.S. Protect Act of 2003, the Dominican officials alerted U.S. law enforcement about his arrest. They waited two weeks for the American authorities to pick him up. Whereupon, Dominican law enforcement escorted him to New York John F. Kennedy international airport where his lawyer was waiting for him. Moreover, the Dominican Republic issued a "Blue Interpol Alert." Even with two Interpol alerts targeting him, the brother continues with his fundraising activities in the United States.

The US Justice Department is well aware of the brother's dossier, including the twenty sworn testimonies that have been filed at the Office of Protection of Minors, a branch of Haiti's Central Directorate of the Judiciary Police (French acronym DCPJ). Definitely, the wheels of justice have been more than slow on this case.

Haitian and Dominican officials don't want Michael Geinlenfeld back on the island of Hispaniola. Yet, he continues with his fundraising activities, and his homes,or so-called orphanages, are still open for business under the name of St. Joseph family. One always hears about what's wrong with Haiti. But here is something that is very right about Haiti. In October 2015, the Haitian justice system managed to issue an arrest warrant for rape, sexual aggression and abuse of title against Michael Geilenfeld and it is in force for 10 years, with expiration on October 28, 2025. The young men whose testimonies resulted in this judicial warrant are an inspiration to victims of predators everywhere. Despite several roadblocks, they continued to fight courageously for justice to be done.

Predator Geilenfeld will be looking over his shoulder for the next six years, unless justice nabs him before then. Sadly, he is not the only one preying on Haitian children. As mentioned previously, orphanages double as guest houses for visiting volunteers. Foreigners love photo ops with the poor. It appeals to their egos. This is missionary tourism and Haiti is full of such tourists and the cases of several of these missionary tourists have reached U.S. courts where some have received stiff prison sentences.

Stories of abuse at orphanages are very common. From Daniel Pye in Jacmel, Father John Duarte of Cap-Haitian and Pétion-Ville, Father Marc Boisvert in Les Cayes, Bob Valerius in Cap Haitian, Michael Brewer in Tabarre, Father Mathew Andrew Carter in Croix des Bouquets, Father Ron Voss in Port-au-Prince and Doug Perlitz in Cap-Haitian, these predators got the message that Haiti was open for business. Many are connected to the North American Man Boy Love Association (NAMBLA), which advocates for lowering the age of consent for consensual sex.

This is a public health crisis throughout the Caribbean. It is multi-generational and has had damaging effects on society. Victims need help to heal from the invisible scars that are as real as scars from a machete blow. In fact, some psychological experts suggest that the invisible scars are even deeper and more painful. Without treatment they will negatively affect certain individuals during a lifetime.

The victims demand justice. They are protected by Haitian laws and the Haitian Constitution. There should be outrage in the land, the first free Black Republic in the Western Hemisphere and only successful slave revolt in the world! Haitians, your children are being victimized. You should be silent no more. Children, the future of every nation, are especially more vulnerable in a poor country like Haiti. For example, in February 2017, there was a sex trafficking bust at the Kaliko Beach Resort, north of Port-au-Prince. The American predators were allowed to leave without being charged while their Haitian accomplices were arrested. But nothing has been heard of the case ever since.

A small group of volunteer advocates at the International Children's Rights Advocate's Society has worked tirelessly with Haitian psychologist Wilcox Toyo, MD, to raise awareness and help these victims move from their victim status to that of survivor. *Salon Haïtien Santé Mentale et du Bien-Être* will be holding an *"International Scientific Symposium,"* October 5th and 6th at the Hotel Oasis in Pétion-Ville. The theme this year is *"Children, Women and Mental Health in Haiti"*. For additional information, call (509) 2209-6838 and 3474-7414 in Haiti or 678-313-8437 in the U.S. We are looking for sponsors to help with this very important national dialogue.

"Injustice anywhere is a threat to justice everywhere," said Martin Luther King Jr., adding *"We are caught in an inescapable network of mutuality, tied in a single garment of destiny. Whatever affects one directly, affects all indirectly."* These words are as true today as they were when he wrote them from a jail cell in Birmingham, Alabama, in 1963. We need to continue Dr. King's legacy. We all have a responsibility to help the vulnerable in society, including the young, the elderly and the physically challenged. A dialogue must be opened on the unspeakable problem of sexual victimization going on in so-called orphanages in Haiti. As it is said, if you are not part of the solution, you are part of the problem. Acting on what we believe is right, we should all be part of the solution.

**Valerie G. Dirksen is President of International Children's Rights Advocate's Society www.icras8.com*

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 8

LA SÉANCE DE RATIFICATION DU PREMIER MINISTRE NOMMÉ ABOUTIT

Agréé par les députés, Michel attend le verdict du Sénat

Suite de la page 2

faveur du Premier ministre nommé. C'était, par exemple, le cas de Jean Marcel Lumérant, député de Grand-Goâve. Membre de la minorité à la Chambre basse, donc opposé au régime Tèt Kale, On devait apprendre, via What'sUp, qu'il aurait diffusé des messages audio relatifs aux négociations qu'il avait menées avec des représentants de Fritz William Michel cherchant à inciter des députés de l'opposition à voter pour le Premier ministre nommé.

Les 21 membres du cabinet ministériel de Fritz William Michel.

La salle de séance saccagée pour empêcher la tenue de la séance de ratification

Des sources proches des députés de l'opposition, on a appris que les députés Jean-Robert (lavalassien), représentant d'Aquin et son collègue Manès Louis (OPListe), ayant appris que Gary Bodeau, le président de la Chambre basse, avait pris des dispositions pour que soit tenue la séance de ratification du Premier ministre nommé, avait décidé, à l'instar des sénateurs de l'opposition, de saccager la salle de séance de la Chambre basse, afin d'empêcher que Michel n'énonce sa politique générale devant les députés; et de vandaliser les équipements. M. Bossé disait que c'était le seul moyen d'empêcher Gary Bodeau de concrétiser son projet.

Toutefois, après la mise à sac de la salle de séance hier (lundi 2 septembre), Gary Bodeau a su mobiliser une équipe qui a remis la salle en état pour que soit tenue la séance de ratification aujourd'hui.

La date retenue pour que le Premier ministre nommé fasse l'énoncé de sa politique générale devant le Sénat n'a pas encore été annoncée. D'ores et déjà, des observateurs ont laissé entendre que la partie ne sera pas aussi belle qu'elle l'était à la Chambre des députés.

Avant de clore la

La salle de séance de la Chambre des députés vandalisée pour empêcher la tenue de la séance de ratification du Premier ministre nommé Fritz William Michel.

À part le mobilier qui a été saccagé, les équipements aussi ont été mis hors d'état de servicve.

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 9

Èske ou an reta ak peyman taks sou pwopriyete ou yo? Gen posiblite pou nou ede ou.

Pwogram Taks sou Pwopriyete ak pou Repouse Enterè (NYC Property Tax and Interest Deferral Program, PT AID)

- Ede ou rete lakay ou ak pou yo pa mete pwopriyete ou nan lavant poze-sele taks
- Repouse yon pati, oswa nan kèk ka, tout peman taks sou pwopriyete a
- Pèmèt ou fè peman ki abòdab
- Kreye swa plan akoutèm oswa alontèm

Jwenn plis enfòmasyon epi aplike sou www.nyc.gov/ptaid.

NYC Department of Finance

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 10

ÉDITORIAL

Sous le régime Tèt Kale, l'illégalité devient la norme

Le premier régime « *Tèt Kale* » dirigé par Michel Martelly s'est caractérisé par ses multiples violations de la Constitution. Celui présidé par Jovenel Moïse a carrément mis de côté la Charte fondamentale. Bien que privé de gouvernement présentement, très peu de voix s'élèvent pour dénoncer cette situation. On dirait que généralement on ne s'inquiète pas des conséquences de ce laisser-aller juridique, si d'aventure les actes posés et les décisions prises par l'équipe au pouvoir devaient être contestés pardevant une cour de justice digne de son nom.

Avant l'avènement de Jovenel Moïse, Michel Martelly donnait en plein dans la violation des lois et de la Constitution. On en veut pour preuve, par exemple, la formation du Conseil électoral provisoire (CEP) dirigé par Léopold Berlanger ou la nomination de juges en dehors des normes constitutionnelles. Arrivé à la présidence, à son tour, Jovenel Moïse ne fait qu'imiter son prédécesseur. En effet, depuis déjà six mois, Haïti sombre dans l'« *illégalité pernicieuse* », car privé d'un gouvernement légitime dans l'indifférence quasiment totale. Alors que les secteurs sociopolitiques, qui devraient monter au créneau pour porter les autorités à changer la donne, semblent se complaire dans cette «*cacophonie juridique* ».

Depuis que le notaire Jean Henry Céant a été mis à la porte, le 18 mars, suite à un vote de non confiance que lui avait décerné la Chambre des députés, les décisions et actes illégaux de Jovenel Moïse se suivent sans arrêt. Pour commencer, Jean Michel Lapin a été désigné pour remplacer Céant trois jours plus tard, en sus de recevoir l'investiture à titre de Premier ministre ad interim, pour une durée de 30 jours, avant même que M. Céant eut remis sa démission au chef de l'État. Ministre de la Culture du gouvernement démissionnaire, M. Lapin est nommé chef de la primature sans avoir obtenu décharge de sa gestion, en plus d'entrer immédiatement en fonction. Alors que, dans son article 165, la Charte fondamentale dit clairement : « *En cas de démission du Premier Ministre, le gouvernement reste en place jusqu'à la nomination de son successeur pour expédier les affaires courantes*».

Pourtant, cela n'a pas suscité d'objection, les acteurs politiques ayant l'air d'être plus préoccupés à doter le pays d'un gouvernement, dans n'importe quelles conditions, qu'à insister sur la stricte application de la Constitution et des lois du pays.

Mais il y a mieux. Au moins six autres membres du cabinet ministériel de Me Céant ont été désignés pour faire partie du gouvernement Lapin. Il semble que les personnes qui devraient s'intéresser à poser le problème de décharge pour ces ex-ministres recyclés avec le successeur de Jean Henry Céant aient d'autres chats à fouetter. Seraient-elles frappées d'épuisement, à force de se battre contre les méfaits de Jovenel Moïse, au point d'avoir besoin de faire économie d'énergie ?

Dans le cadre de leurs attributions constitutionnelles, les Chambres législatives ont pour responsabilité de contrôler l'Exécutif. Autant dire, les sénateurs et députés ne devraient pas se taire par rapport au problème de décharge des anciens ministres du cabinet Céant reconduits dans celui de Lapin. Avec Fritz William Michel, en attente d'être confirmé par le Parlement, est introduite une nouvelle équipe assortie de jeunes cadres, dont la moitié des femmes. Tout cela en vaudra la peine au cas où Michel parviendrait à doubler le cap de la ratification, surtout après le dernier incident survenu à la Chambre basse de cette semaine. En effet, l'article 169 de la Constitution stipule : « *Les ministres sont responsables des actes du Premier ministre qu'ils contresignent. Ils sont solidairement responsables de l'exécution des lois* ».

Il est fort possible que les parlementaires, qui devraient objecter aux nominations illégales de M. Moïse, aient décidé de laisser au processus de ratification de l'énoncé de politique générale du Premier ministre nommé la possibilité de provoquer son élimination et celle de tous les ministres avec lui. Mais un tel procédé n'aura pas la vertu de poser le problème d'illégalité des nominations, laissant au chef de l'État les coudées franches pour récidiver. Certes, Michel Martelly, avant lui, et Jovenel Moïse maintenant n'ont jamais été attaqués en justice pour violation de la Constitution et des lois d'Haïti. Ainsi on ne saura en aucun cas l'opinion de la justice haïtienne sur ce sujet. Il y a de quoi se demander si ces violations à répétition de la Charte fondamentale ne s'inspirent de la complaisance affichée par rapport à de telles décisions de M. Moïse.

À force d'accepter sans protester les manquements faits à la Constitution par le chef de l'État, les parlementaires et les milieux politiques concernés se taisent face à l'imbroglio politique dans lequel M. Moïse a enfoncé le pays. Quel rôle joue Jean Michel Lapin, qui a été installé à la primature, pour succéder à Jean Henry Céant, mais sans aucun mandat pour « *gérer les affaires courantes* », une tache qui revient normalement à ce dernier, selon les prescrits de la Constitution ?

Mais Jovenel Moïse n'est pas au bout de ses transgressions. De toute évidence, cela devient seconde nature chez lui. Ne vient-il pas de signer, conjointement avec Jean Michel Lapin, l'arrêté nommant Normil Rameau nouveau directeur général de la Police nationale a.i. ?

Voilà une autre situation qui risque de compliquer la crise politique que traverse le pays depuis déjà plusieurs mois, et qui bloque toutes les actions gouvernementales. Si des parlementaires, se ressaisissant, décident de rappeler le président à l'ordre, par rapport à cette nomination, il faut craindre que ne se développe un nouveau bras de de fer entre la Présidence et le Parlement. Car déjà en mode d'opposition contre la nomination de Fritz William Michel comme Premier ministre, les députés et sénateurs contestataires sont capables de donner du fil à retordre à Jovenel Moïse.

Sans l'ombre d'un doute, le chef de l'État en prend à son aise dans ses décisions et actes illégaux. Plus il en prend et en pose, davantage il se sent bien dans sa peau. Il faut à tout prix l'empêcher de recourir au « *marchandage* » avec des parlementaires véreux et corrompus, toujours à l'affut de pots de vin en contrepartie de leur vote. Il ne reste qu'aux patriotes des deux Chambres d'appliquer les freins et d'arrêter Jovenel Moïse net. Car il faut que la légalité reprenne ses droits dans la gestion des affaires du pays.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sèrne étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti Oil Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Feldheim, Bt R Aptt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 11

EDITORIAL

Under the "Bald-Headed" regime, illegality has become the norm

The first "*Bald-Headed*" regime led by Michel Martelly was characterized by its multiple violations of the Constitution. The one presided over by Jovenel Moïse has put the Basic Charter downright aside. Though currently there is no real government in charge, very few voices are raised to denounce this abnormal situation. It seems that few people care about the consequences of this legal sloppiness. No one even thinks about what would happen if there were to be a court challenge to this way of running the country by President Moïse. Of course, a more basic question first: In front of what court, considering that the justice system exists in name only?

Prior to Jovenel Moïse, Michel Martelly had been operating in full violation of the laws of the land and of the Constitution. One could point to the formation of the Provisional Electoral Council (French acronym CEP) that was headed by Léopold Berlanger or the appointment of judges without any regard for the Constitution.

When Jovenel Moïse took over the presidency, he just continued to imitate his predecessor. For sure, in the past six months Haiti has been sinking into "pernicious illegality." No one seems to care that there's no legitimate government running the show. Not the socio-political sectors, which should have taken the lead in bringing the authorities to change their ways! There's some sort of complacency in the "legal cacophony."

Since the Notary Public Jean Henry Céant was kicked out of office last March 18, following a no confidence vote by the Chamber of Deputies, as the Lower House of Parliament is called, Jovenel Moïse has been piling the illegal decisions and actions. Take the appointment of Jean Michel Lapin as Prime Minister three days after the ouster of Céant. It occurred even before the later formally presented his resignation to the President. Constitutionally, an interim Prime Minister can be in office, managing current affairs for only 30 days. Well, the former Minister of Culture and Communication in the ousted Céant government, Mr. Lapin didn't get proper financial discharge for his management of the ministry he had led. Moreover, after his first 30 days, he's been kept on indefinitely. Forget article 165 of the Basic Charter, which clearly states, "*In the event of the Prime Minister's resignation, the Government shall remain in place until his successor is appointed to conduct current affairs.*" For 30 days, we will repeat!

However, there hasn't been any objection on the part of the political actors who show no concern about the country being put on auto pilot. After all, the so-called Lapin government is devoid of legal authority. Why isn't there an outcry from authorized voices for application of the country's Constitution and the laws of the land?

Pointing to more illegal choices, we'll note that at least six other members of Mr. Céant's government have been appointed to the Lapin government. Forget that the Constitution requires that they also should have obtained proper financial discharge for their management of their previous posts. They are recycled together with Lapin, no questions asked. Would it be that most of those in position to ask pertinent questions are tired of fighting against the misdeeds of Jovenel Moïse? Otherwise, how can one explain the laxity of the legislators in Parliament whose constitutional responsibilities include oversight of action of the Executive? The Senators and Deputies shouldn't have remained silent regarding proper financial discharge of the former Ministers of the Céant cabinet who were reappointed in the Lapin cabinet.

Finally, it seems that the upcoming Fritz William Michel government will be breaking with the past, especially since new and younger faces never holding high executive posts are appointed in the new government. Moreover, half of the ministers are women. But it all depends on approval of the designated Prime Minister who's been in limbo since July 22nd. Considering the brouhaha yesterday, causing another delay in the presentation of Mr. Michel's general policy to the Lower House, one has no idea when or whether the new administration will be in place. It is worth pointing out that Article 169 of the Constitution states: "*Ministers are responsible for the actions of the Prime Minister, which they countersign. They are jointly and severally liable for the enforcement of the laws.*"

It's quite possible that parliamentarians, who should object to Mr. Moïse's illegal appointments, have decided to use the ratification process of the Prime Minister's policy statement to cause his elimination together with all his ministers. Nonetheless, such a process won't necessarily address the problem of illegal appointments, thereby allowing President Moïse free rein to continue just as before.

After all, neither Michel Martelly nor Jovenel Moïse has been sued for their many violations of Haiti's Constitution and of the laws of the land. Thus, there's no way knowing the opinion of the Haitian judiciary on the subject of the stated violations. One wonders also whether the complacency shown by those who should rein in the President is dictated by their knowledge of the pusillanimity of Justice in regards to the Executive!

No matter the reason, in accepting without protest the breaches to the Constitution by the Head of State, the parliamentarians and the political circles bear much responsibility for the political imbroglio in which Mr. Moïse has driven the country. From the ouster of Jean Henry Céant to the naming of Jean Michel Lapin without respecting the norms, the floodgates of illegality were thrown open. Not even "current affairs" are being managed as mandated by the Constitution.

Yet, Jovenel Moïse isn't at the end of his transgressions. To wit, lately he has proceeded to sign jointly with Jean Michel Lapin an order appointing Normil Rameau as the new Director General of the National Police a.i. Bypassing the Constitution has become like a second nature to Mr. Moïse.

This is another situation that could complicate the political crisis buffeting the country for several months and could further block positive governmental actions. What will happen if the parliamentarians decide to call the President to order, in relation to the Police chief's appointment? Would we be facing another arm-wrestling match between the Presidency and Parliament? Considering that some parliamentarians are in opposition mode against the appointment of Fritz William Michel as Prime Minister, it doesn't take much for those same parliamentarians to give President Moïse a hard time for this latest appointment without their say.

Undoubtedly, the Head of State is ensconced in his illegal decisions and actions. The more he piles them on the more comfortable he feels. In the process, are we to witness, without any protest from those who should, a new round of "bargaining" with crooked and corrupt parliamentarians, for approval of the new Director General of the Haitian National Police? How substantial must be the bribing in exchange for their positive vote?

It is time for patriots in both Houses of Parliament to apply the brakes and stop all the shenanigans once and for all. Alas, legality must regain its rights in the management of the affairs of the country!

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 12

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Par Dan Albertini

Entre (). Métropolis 1994, Mont.QC : miky-Martelly seront-ils cités à comparaît…? Fermons ().

Moïse Jean-Charles tente par induction une *cartomancie politique* pour une *chiromancie de Prague,* en Haïti. Ascendance russe, comme onction économique au *désert* de JOMA [*ici la chiromancie n'est plus divinatoire, mais une chirurgie russe de la main haïtienne*]. La pègre russe veut-elle, plus que Broadway NY, s'offrir un Cap en or d'abord, *adieu Lisbonne.*

La cartomancie est décrite

dans l'encyclopédie comme étant un art divinatoire par usage de cartes, pour fin de bonne aventure. À celui qui en souffre de mauvaise, je rajoute pour l'esprit libre. L'image d'escorte de la diseuse est le plus souvent la boule de cristal ou le filtre. Mais la foi oblige, toute bonne diseuse ou tireuse de carte, qui se respecte, s'armera de la photo de la toile de Lucas von Leyden mise en portrait du mystère (vieille de 1508, que l'on retrouve au Louvre, Paris), soit en arrière plan, soit encadrée, mur ou table, peu importe. La sociologie haïtienne des réformés interdit le discours, condamne l'usage, sous peine de radiation. Effet singulier, c'est là où l'on décrit le mieux le phénomène de la chiromancie. De la cartomancie. Étonnant, car l'ignorance est soutenue, même pour la photo du bouc de Mendès réputée de diagramme de Baphomet (de préférence de la fertilité), en Haïti où l'on ne croise pas le tarot de Port-au-Prince malgré l'acte de l'indépendance. Dans le temps, le prince Moril Figaro et le 33e Fénelon Joseph possédaient le livre d'incantation, enchaîné et cadenassé pour protéger la cité. En ville c'est le symbole de la terreur, Azazel vu en caricature, maîtrisé, dit-on, par la haute décoration de la franc-maçonnerie. Idem, la chiromancie, autre art divinatoire présentée par postulat de pseudoscience. Peur sur la ville kita nago brûle, MJ-C s'est encensé.

Pourquoi cette entrée en matière dans un monde de pseudo politique ?

La cartomancie de Moïse Jean-Charles, contrairement à Lucas von Leyden, que l'on croirait plus appropriée, étant donné son affection pour le *Baphomet-isme* (dixit sa femme en 2016), semble proposer un château de cartes russes comme nouvelle menace au quai des *limbes* de Murat. La mémoire de travail du sénateur depuis le temps de Moïse Jean-Charles renfermait déjà toutes les zones d'infertilité connues sous le nom scientifique de *neuromythes. Même pattern que S Desras à qui nous avions conseillé de rester sénateur pour le plus grand bien de la République.* Détrôné au scrutin passé, opacité sans mandat, MJ-C se cherche une *théorie domino* pour faillir en château de cartes comme atout politique après la ténébreuse et enivrante élucubration ayant pour cible le Palais national, l'argent en réserve de la BRH. *Bravo, Vlad, tu as su créer à distance ce que Donald n'a su* en Jovenel. Méfie-toi, l'Haïtien est superstitieux à souhait, certes, protestant versatile dans la misère, mais aussi *adroit au quai* !

Évoquons là **les rails de la raison**, texte publié en 2013, où, j'ai conclu *: imaginons un instant*

L'ex-sénateur Moïse Jean-Charles.

maintenant le sénateur Kerry, actuel secrétaire d'Etat, en discussion avec son homologue haïtien, Pierre-Richard Casimir. Qui sont les deux hommes en face, les deux administrations attachées aussi et, quel rapport, pour quel chef d'Etat ! Constat Dumont-Dumont : continuité ou l'histoire se répète-t-elle sans Desras sénateur ni MJ-C mais ici-là, avec l'amère Poutine ?

L'entrée en matière explique dans un contexte haïtien, la rare confusion entre la politique, la misère et le vaudou. Une forme d'immixtion soutenue par le déni dans le but **d'obtenir**. En fait, **obtenir quoi**, telle est la question vitale qui offre trop souvent la réponse de l'exil. René Théodore de son temps a si bien joué ce jeu qu'il était propriétaire de *latifundium* avant de s'exiler vers l'au-delà haïtien. En outre, les exilés du passé sont revenus mourir en Haïti, tandis que le détenteur du pouvoir est, d'après la carte du ciel haïtien, parti pour l'exil. Moïse Jean-Charles rêve d'exiler Jovenel, mais craint de rentrer au Palais faute de nouveaux diables refusés aux élections de Privert [*sa femme en était tellement effrayée qu'elle rêvait d'exil, version d'accompagnatrices à Montréal*]. Rumeur, nous parlons du pays des vraies rumeurs, du peuple de l'imaginaire. …, n'est réel, ni Dieu ni diable, ni diplôme ni docteur ni sénateur. *Aya* est le sénateur par excellence qui se trouve aujourd'hui dans une position similaire au sénateur non assermenté que l'est Guy Philippe, depuis enfermé en prison, malgré l'orage de certains de ses proches amis, candidats aussi, à la radio. On l'appelle alors sénateur au même titre que Moïse Jean-Charles, qui répond encore au nom de sénateur, mais de plus en plus dans son cercle rapproché, à président. Il est peut-être empereur occulte en zone nocturne, peut-être prince, il suffit d'un *prophète* tel Makenson pour le lui dire, mais un *gangan* ferait l'affaire. Ou, même un journaliste politicien ancien secrétaire d'État et diplomate éphémère qui se veut chercheur et diseur de bonne aventure sur le passé pour lui définir comment un Illuminati est passé par Milot pour lui offrir tel pouvoir. *Avec Poutine*. Alors, cette amitié nouvelle, subite, a un coût, et le coup de boomerang *domino contre tarot*. Je ne veux pas nuire à ce confort artistique, mais ce serait peut-être la théorie anticipée de l'artiste Gifrants qui les aurait vus au Cap-Haïtien dans sa jeunesse. Observation ou constat, la République cajole la barbe du diable sans le savoir, mais a peur de *l'oncle* Sam dans les limbes.

Quel *gangan* Moïse Jean-Charles a-t-il donc été visiter pour croire pouvoir introduire un vieux rêve tsariste en Haïti ? Ne nous a-t-on pas dit que le général Avril, à l'époque, était le grand protecteur des communistes haïtiens ? Il devait visiter le clan Petit-Homme, à Fontamara, où se trouverait entre autres Jean-Claude Cator, bras droit de René Théodore, Jean Akmed des Gaz propane… *etc*. Ce *gangan* lui a-t-il dit aussi que son email, s'il est de yahoo, de hotmail, de gmail, d'icloud, ou de toute autre nomenclature, est susceptible de contrôle parasitaire par défaut comme dans l'affaire Snowden ? Moïse Jean-Charles était pourtant sénateur actif au moment de notre requête d'information auprès de tous les sénateurs sur le sujet de la dépendance numérique. Sur quelle base Poutine peut-il être un ami nouveau si les relations suggérées sont en dessous du niveau *yankee* pour lui, et au-dessus du niveau yankee, pour le nouvel ami russe qui fracassa les records d'intrusion chez *tonton,* au point d'un enquêteur spécial sur le sujet ? Ougan, gangan, cartomancie, chiromancie, la longue entrée de Sourire Tabarre du rêveur de Milot n'arrêtera certainement pas un agent d'information de Vladimir Poutine. Si l'on parle de consommation abusive de Nexium chez Jovenel Moïse, le cachet de Moïse Jean-Charles, depuis ses visites médicales en dehors du pays, en dirait long.

Dilettante. Moïse Jean-Charles propose une autre forme de fardeau de la coercition sans les rails qui relient les deux bouts de l'île au préalable comme praxis établie. Moïse Jean-Charles a sûrement bien fait de remettre ses

L'ex-sénateur Simon Dieuseul Desras.

clés parlementaires à la fin de son mandat, c'est un fait. Mais il fait partie de la roue ovale d'un parlement sans racines décrite naguère. Sa mémoire de travail consisterait-elle à se saisir des fonds disponibles lors de sa menace *d'invasion barbare*, sous prétexte de redistribuer l'or au pauvre, là où le besoin se fait sentir ? Lui seul possèderait la clé, et la formule qui s'en suivrait alors. La République l'a échappé belle. *Fou furieux* politique, croit-on Jean Bertrand Aristide, Moïse Jean-Charles en rupture a fait ses classes à cette école qui a chanté que le capitalisme est un péché mortel. Le coût du billet russe est trop cher, que Moïse Jean-Charles aille vivre *cette amitié* à Moscou, d'abord. Fierté ou nationalisme, les modèles pleuvent de par le monde et ne se ressemblent pas.

Liban, un modèle vécu d'ailleurs. *Inspiration, une mémoire parlementaire utile : Ghassan Tuéni, rédacteur en chef d'an-Nahàr, député, vice-président de la chambre, vice président du Conseil, ministre de l'Éducation/l'Information, ministre des Affaires sociales, ambassadeur et représentant permanent du Liban auprès des Nations Unies. Il nous parle d'une guerre pour les autres dans un ouvrage publié par Jean-Claude Lattès (1985). Duvalier à Paris n'a su rien faire avant, pendant, après, le naufrage était définitif. R Gilot le niera pour mieux se conforter.*

La situation locale, qui a suivi l'avalanche diplomatique prévisible en 2015, est si frivole, tant par le fait que définissait Dr. Robert Muggah Ph.D./Small Arms Survey, dans le rapport 2006 sur la gestion du désarmement, à savoir que *l'Haïtien* est menteur, que sur le plan en soi de *l'avalanche* qui n'a encore été désamorcée, incluant Moïse Jean-Charles qui fait partie de la problématique tracée dans *l'Avenir politique en Haïti ou qui prendra la tête de Lavalas que j'ai redit dans* Mieux préparer 2021 évoquant l'Ambition Benoit (*2012), qu'elle est versatile.*

Voilà, en fait, l'essentiel de la présentation qu'il dénia par l'apologie d'un quotidien haïtien *: Steven Irvenson Benoit se prépare pour des ambitions personnelles, soit qu'il découvre en évoquant tout en remarquant l'absence d'une intelligence politique nationale, soit parce qu'on découvre qu'il ne présente de défaut à ce jour. Mieux, il offre des garanties dans son évolution, en vertu même de la présentation-cadre du Parlement : « **un réservoir de compétences**...». Donc pas de risque majeur de dévaluation politique. Il y aurait quelqu'un alors derrière ce sénateur qui a appris à fréquenter les luxes de l'exécutif, à l'époque où, beau-frère de président, il devait avoir accès, tant au pouvoir qu'aux bons offices des flatteurs. Qui sait ce qu'il a pu entendre de là. Ce qu'il a pu apprendre aussi.* **SIB** nous a ainsi donné raison en s'affirmant candidat, par la suite. Mais, comme le beau-frère président quand je disais que **Préval n'est attendu nulle part**, vers la fin de son mandat, Benoit non plus, comme candidat défait au même titre que MJ-C, n'y sont pas plus que Duvalier à Paris.

Je reprends ici ma conclusion de l'époque *: notre travail dans la presse consiste à soulever tous ces points pour permettre au citoyen de prendre de meilleures décisions politiques. La mesure Steven Irvenson Benoit peut tout de même se mesurer dans le présent par une série de conférences-débats ou de soupers-bénéfices au coût d'un ticket d'entrée. Par exemple : qui viendrait le rencontrer au Club suisse de la Presse et pour quelle causerie, quel sénateur américain l'inviterait à discourir au Congrès, sur l'environnement, qui l'inviterait en Chine, ira-t-il pour une salle à moitié pleine au BCHM ou la commission sur l'environnement du Parlement canadien l'inviterait, le Brésil l'inviterait-il pour une causerie sur les quotas et sur la bourse du carbone ? Ce sont-là de bons baromètres qui peuvent démontrer l'intérêt et la qualité de participants, comme la valeur en douane du conférencier. Pourquoi donc serait-il présidentiable ? Mais nous réitérons : organisation avant tout.* **C'était là un avis en 2012.**

Haïti s'est hélas retardé si je considère la 2e lettre ou constante ***Dumont*-Dumont**, du 28 août 2019, au président CM Çantave : des accusés au sénat. Époque : ***HAÏTI : La Série des Grands Procès de l'Histoire ou le malêtre d'un retard annoncé*** publié le 6/11/2013. Je réitère, **mon** travail sur l'observatoire consiste à valser en tout point pour permettre au citoyen d'assumer de meilleures décisions politiques. La Mesure Moïse Jean-Charles à Calle de la Lomas 60313 reste piètrement sans variable : « *rat des champs…, festin peu fortuné*».

Détrôné : un rapport appuyé du trio Auguste/Henry+1 du CEP tend à démontrer que MJ-C aurait perdu la présidence par manipulation de bulletins erronés, remontant à P-L Opont.

Décharge, je n'ai pas estimé opportun de contacter le sujet car il s'est publiquement expliqué .

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 13

Monsieur le Président, je veux… Stabilité politique

Monsieur le Président, 31 mois à la tête du pays, vous avez dans votre palmarès quatre (4) cabinets ministériels dont un en téléchargement et très contesté. Quels sont vos résultats obtenus vs résultats escomptés ? C'est évident que vous ayez du mal répondre, et cela se comprend. Comme je suis citoyen du pays et je ne peux m'empêcher de crier « *Je veux*… », je cite pour vous quelques exemples de résultats : Le taux de change du dollar américain est passé de 64 à 95 gourdes ; les prix des produits de première nécessité ont presque doublés sur le marché local ; plusieurs de nos pays amis sont en train de vider leurs ambassades pour cause d'instabilité politique et d'insécurité dans le pays ; le phénomène dit « *Pays Lock* », qui a pris naissance sous votre présidence, est devenu une chanson pour la population ; plusieurs massacres sont perpétrés dans la zone métropolitaine (La saline, Martissant, Ccarrefour-Feuilles), pour ne citer que ceux-là ; on a eu plusieurs périodes de pénurie de carburant ; le pays ne peut se doter d'un gouvernement qui soit capable d'adresser même les problèmes plus primaires de la population. Je sais que vous n'avez pas une baguette magique, mais vous avez la commande. Je n'ai pas l'intention de vous faire la morale, mais si vous êtes honnête et réaliste vous pouvez convenir que le pays n'est pas dirigé et devient de plus en plus instable. Monsieur le Président, Je veux…

Sécurité

Monsieur le Président, je veux sécurité. Je vous rappelle que « *Etre sécurisé est un droit légitime de tout le monde* ». Depuis le 7 février 2017, vous êtes mandaté par la population haïtienne comme premier citoyen de la nation, et comme tel, vous êtes devenu automatiquement le premier responsable de la sécurité nationale. Monsieur le Président, qu'avez-vous fait de ce mandat ? Après 31 mois d'administration, quels sont les résultats obtenus à ce niveau ? Il est possible que ces interrogations vous gênent, mais je vous cite quelques exemples de résultats :

La population du quartier de La saline est obligée de vider la zone pour se réfugier à la place d'Italie ; une bonne partie du plus grand marché public de la capitale (Croix des Bossales) est transférée à la place d'Italie ; la rentrée sud de la capitale est devenu impraticable, car contrôlée par les gangs armés ; aujourd'hui au moins un policier est assassiné quotidiennement, et n'en parlons même pas pour la population civile ; le nombre de zones a éviter par la population est augmenté aujourd'hui, puisque le phénomène de la gangstérisassion est devenu un « *business* » ; grâce l'effort déployé par la PNH, le chef de gang le plus recherché est arrêté, mais son armée continue de mener ses opérations.

Monsieur le Président, je ne veux pas vous froisser, mais attention, le phénomène de l'insécurité ressemble à un problème d'État dont vous êtes le chef. De nos jours, la vie chez nous est très inquiétante en plein jour, et n'en parlons même pas pour la vie nocturne. Nous voulons revoir une Haïti où il fait bon vivre. Nous sommes à quelques jours de la rentrée scolaire, les parents, les élèves, les dirigeants d'écoles, les universitaires veulent la sécurité. Monsieur le Président, je veux … SVP

Justice

Monsieur le Président, il est temps que votre relation et notre appareil judiciaire cessent d'être un rapport de patron/employé ; il est temps que nos tribunaux cessent d'être des marchés de justice ; il est temps que l'impunité cesse ; il est temps pour que le procès dit « PetroCaribe » fasse son chemin pour débloquer le pays, instable depuis plus d'une année pour le même motif. Monsieur le Président, encore une fois, je sais que vous n'avez pas une baguette magique mais en votre qualité de premier leader de la nation, j'ai du mal à digérer vos propos lorsque vous dites devant le monde entier « *On m'a fait nommer 50 juges corrompus* ». Monsieur le Président, je veux une justice libre, indépendante, équitable et impartiale. L'insécurité et l'impunité marchent de paires. Donc, l'éradication de l'impunité entraînera automatiquement une baisse de l'insécurité, puisque en réalité il y a des gens qui commettent des actes d'insécurité dans le souci de se faire justice puisqu'ils savent pertinemment que bons nombres de nos juges, qui manipulent notre appareil judiciaire et qui sont d'ailleurs sous-payés, fonctionnent comme des agents de ventes aux plus offrant et vous ne manifestez aucun intérêt à remédier à la situation. Au contraire, vos propos « *On m'a fait nommer 50 juges corrompus* » témoignent de votre incapacité d'adresser les problèmes de l'appareil judiciaire. Monsieur le Président, sous votre administration, on s'approche vers un record du nombre de policiers et journalistes tués par balles et de fait, ils sont nombreux les parents de policiers, journalistes, d'autres civiles et ceux de la population de La Saline qui attendent justice. Monsieur le Président, je veux…

Renert Auguste

OBITUARY

Marielle Cécile Richard

November 22, 1930 - August 25, 2019

Ms. Marielle Cécile Richard (Tatie) was born on November 22, 1930 in Cap Haitien, Haiti to Théophile and Christiane Richard. She completed her primary studies at Sainte Rose de Lima, and her secondary studies

at St. Joseph's Academy in Port-au-Prince, Haiti. Having a desire to study languages, she later matriculated at Immaculate Conception College in Jamaica, a branch of the Institutes of Birmingham, U.K. This was followed by extensive travels through Spain, Italy, and Canada; enjoying life and enhancing her language skills.

Tatie then returned to Haiti where she was an administrator in the Department of Labor for about ten years. After this period, Marielle immigrated to the USA, settling in the Capital City, Washington, D.C.

It is interesting how she soon joined the Washington Post. She had viewed an advertisement for employment at an institute near the Washington Post. However, with Auntie Tatie's astute sense of direction she became lost and stepped into the offices of the *Post* to ask for directions. The receptionist at *The Washington Post* responded that there was an opening at their organization as well, in the Department of Advertising. Marielle had a very deep sense for doing what is correct. Therefore, she told them that she had to notify the other waiting interviewers of this possible change in plans. During this delay, the *Post* sweetened the pot by proposing to add the ten years she spent working at the Department of Labor in Haiti to her future years at the *Post.* Therefore, she walked into the Advertising Department of *The Washington Post* with a ten-year tenure, and remained another 23 years as a loyal, faithful employee. In fact, even after retiring, she kept reading the *Washington Post* daily from cover to cover!

Upon retirement, Tatie worked part-time at the National Labor League, and was active in many societies in Washington, D.C., including The Haitian Book Club. She was also much involved in the church and continued in the same vein when she relocated to Tampa in 2010; Marielle was an active member in the Council of Catholic Women at St. Paul's Catholic Church.

However, what we all remember, and will miss the most about Tatie is her amazing, wonderful, and marvelous hospitality. Tante Marielle possessed a tremendous ability to host family, friends, and even strangers in a warm and generous way. There was also no stopping her from visiting the sick and the discouraged. God was with you, Tatie.

Marielle Richard is predeceased by her parents, Théophile and Christiane Richard, siblings André, Jacques, Steve Richard, and Gabrielle Richard Palmer. Tatie is survived by siblings Iva Richard Latortue, Lionel Richard, and Henri-Claude Richard, together with twenty-two nieces and nephews, many other close relatives, and friends without number.

Rest in peace, Marielle, our beloved Tatie.

A funeral mass will be held Saturday, September 7th at 12:00 noon at the St. Paul's Catholic Church, 12708 Dale Mabry Highway, Tampa, FL. Interment will follow in Garden of Memories Cemetery, Tampa, FL. A visitation will be held Friday 5:00-8:00 pm at the Wilson Funeral Home, 3000 N. 29th Street, Tampa, FL.

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.
We specialize in House Cleaning.
No job is too big.
Call (347) 666-1965
Mirlène Cornet, Owner

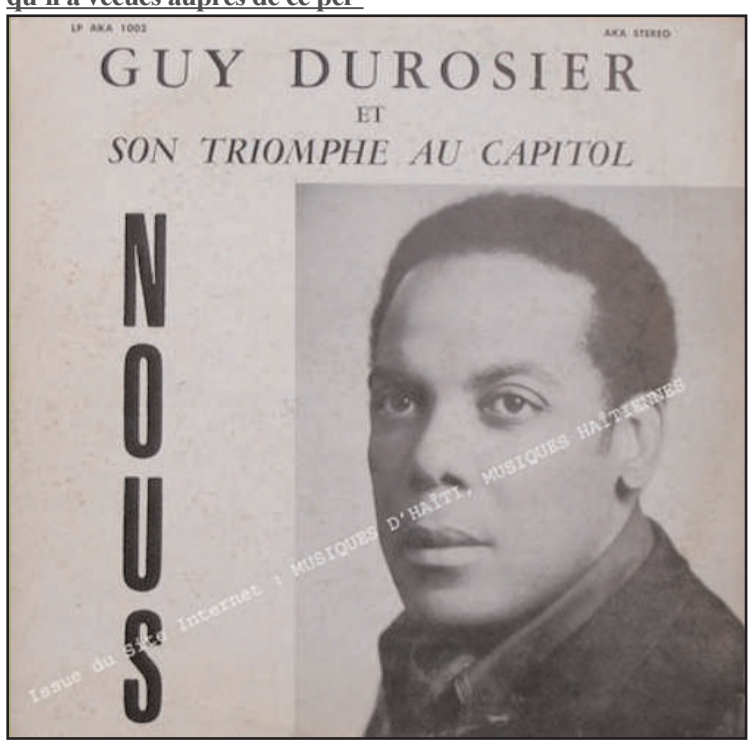
DE BROSSE& STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 14

Il y a vingt ans, Guy Durosier tirait sa révérence (Troisième partie)

Par Eddy Cavé

Dans les deux premières parties de cet article, l'auteur de *De mémoire de Jérémien* a effectué un survol rapide de la vie de Guy Durosier et brossé à grands traits le contexte socio-culturel dans lequel ce dernier a passé une quinzaine d'années au Canada. Dans cette troisième partie, il évoque les souvenirs de deux périodes qu'il a vécues auprès de ce personnage fascinant.



Une victime de ses talents et de ses propres succès

Guy était incontestablement, non seulement un des plus grands artistes haïtiens de sa génération, mais aussi un des rares chanteurs du pays capables de jouer sur tous les registres et de séduire des publics exigeants et variés. Mais cet enfant gâté issu de deux grandes familles du pays, les Durosier et les Pétrus, sera apparemment toujours insatisfait de son sort. J'étais encore très jeune, à Jérémie, quand, en début de carrière, Guy signait de grands succès comme *Ma brune, Michaëlle, Mambo Trafic*, etc. Il était alors la grande vedette des cocktails dansants du dimanche matin, à Cabane Choucoune, et des prestigieuses soirées animées dans les grands hôtels de la capitale par l'Orchestre Issa El Sahieh, rebaptisé Orchestre Nono Lamy. Chanteur, compositeur, saxophoniste et pianiste de grand talent, il semblait né pour la gloire et il prit l'habitude de penser et d'agir en conséquence.

Mes premiers souvenirs de Guy

Quand, en 1957, je suis arrivé à Port-au-Prince pour faire mes humanités au lycée Pétion, Guy avait déjà quitté Haïti. Je ne peux pas dire qu'il était célèbre, mais il se répétait déjà qu'Edith Piaf l'avait surnommé « *le souffle puissant d'Haïti* ». On parlait de lui dans les mêmes termes que de Frantz Casséus, qui accompagnait Harry Belafonte à la guitare. Mais sa musique était en train de subir les contrecoups des mutations et des changements de goût de la société haïtienne. On parlait encore du *Conjunto Tipico Cibaeno* d'Angel Viloria, que j'avais déjà connu dans ma province natale; l'ensemble *Aux Calebasses* et le *konpa dirèk* de Nemours Jean-Baptiste faisaient des vagues difficiles à contenir. Dans mes souvenirs, Guy n'était plus la coqueluche du village à l'époque. Raoul Guillaume, dont la musique n'a toutefois jamais été l'activité principale, à ma connaissance, le remplaçait comme compositeur.

Certes, il y avait de la place pour divers styles et divers groupes, mais le marché était très petit. Issa El Sahieh avait accroché sa clarinette. Le groupe *Shoo Boom* n'existait plus et les musiciens qui jouaient au Casino international, dans les grands hôtels comme *Cabane Choucoune*, *Riverside* ou *Ibo Lélé* avaient de bonnes raisons de s'inquiéter, après l'éprouvante campagne électorale de 1956-1957. Avec l'arrivée de François Duvalier au pouvoir, puis le durcissement graduel de son régime et les rudes coups encaissés par l'industrie haïtienne du tourisme, c'est dans l'émigration qu'un grand nombre de talents devront aller chercher un traitement à la hauteur de leurs attentes. Plusieurs grands noms de la scène musicale haïtienne disparaîtront donc, entre la fin des années cinquante et le milieu de de la décennie suivante, notamment ceux de Nono Lamy, de Joe Trouillot, Kesner Hall, Dorval, Chico Simon, Pereira, etc.

Durant cette période, Guy sembla se contenter, à Montréal notamment, de l'accueil chaleureux que lui faisait la clientèle des clubs de Carlo Juste, les jeunes professionnels haïtiens qui découvraient le Québec et surtout les ravissantes Québécoises fraîchement libérées de la tyrannie des curés catholiques. Il a ainsi animé, sous mes yeux, jusqu'au début de 1971, d'inoubliables soirées où il recréait, avec un rare bonheur, l'atmosphère enjouée et feutrée des soirées de ce qu'on convient d'appeler de nos jours la Belle Époque.

J'ai rencontré Guy pour la première fois à Montréal, en 1968, durant une brève visite dans la métropole du Québec. Il jouait alors dans une des boîtes de Carlo Juste et je fus fasciné par l'ambiance qui y régnait. J'avais un emploi stable et de bonnes perspectives d'avenir au pays mais, ce soir-là, je ne pus résister à l'attrait du Québec. Entouré d'anciens camarades du lycée Pétion, je pris la décision d'y revenir le plus tôt possible. Cela se fera deux ans après, mais j'y suis resté moins d'un an, car Ottawa m'offrait davantage de perspectives sur le plan professionnel.

Un souvenir inoubliable

Au moment où je m'installe à Montréal, Carlo Juste a déjà disparu du paysage et je retrouve Guy dans la salle de danse d'un motel du nord-est de Montréal, *Chez Tonton*. J'en fais mon point de chute et j'y vais toutes les fois que je sors. J'ai ainsi côtoyé Guy sans interruption jusqu'au jour où il est parti pour Haïti, à la cloche de bois. Je l'ai ainsi vu jouer sur tous les registres et entendu tout son répertoire de l'époque. Comme on dit au Québec, « *on a eu du fun en masse* », durant cette période.

Affiche de Guy Durosier à l'hôtel Riviera d'Haïti.

La plus mémorable des soirées animées en ma présence par Guy Durosier, à Montréal, est, sans conteste, celle, bien intimiste, du 1er janvier 1971. La plupart des boîtes de nuit étaient fermées, ce soir-là car, après les bals de fin d'année du 31 décembre, personne ne s'attendait vraiment à assister à quelque chose de spécial à la boîte bien ordinaire du motel *Chez Tonton*. Faute de mieux, les habitués des lieux s'étaient retrouvés aux alentours de 23 heures dans la salle de bal où Guy commençait son tour de piste.

Autant que je me rappelle, il n'y avait, ce soir-là, que des Haïtiens dans la salle. De vieux amis disparus pour la plupart aujourd'hui : Luc Hector, Martin Canal, Elie André, Roro Compas, Antonio Jean, Frantz Bréville, Michel Bonhomme, Ti Tonn Kavanagh, Josué Milord, Solon Balthazar. Il y avait aussi des survivants, dont Valère Cécil Philantrope, Guy Félix, Claude Lanoix, Jacky Benjamin, Jean Benjamin, Marie-Cécile Sinaï, Maryse Duret, Leslie Alerte et plusieurs amis de passage à Montréal pour les fêtes de fin d'année.

Pour créer une atmosphère plus chaude et plus intime, Guy nous invita à nous rapprocher du piano et il nous gratifia du plus agréable spectacle haïtien auquel j'ai participé en plus de 50 ans de vie à l'étranger. Ce soir-là, il avait manifestement le cœur à la fête et il voulait jouer pour son petit monde : *Nan Kabrit O, Gabelus, Redi, Redi, Redi, Mon Kapitèn, Pasyans Ma Fi, Yo Voye w Lekol kay Madan Bwason. Tou le jou m sou.* Naturellement, il fit une part spéciale aux grands classiques comme *Ma brune, Marabout de mon cœur, Egoïsme, Courrier d'Haïti, Si tu m'aimais*. Un vrai régal ! C'est seulement au moment de quitter la salle pour affronter le froid intense de cette période qu'on se rendit compte qu'on n'était au pays natal. Merci encore Guy, pour ce merveilleux cadeau !

eddycave@hotmail.comOttawa, le 3 août 2019

DR. KESLER DALMACY
Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM
Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs, Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe
MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Frantz
Photo & Video Studio
Over 35 Years of serving the community!
Satisfaction Guaranteed
Phone: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bet. Union & Prospect)
FrantzStudio.com

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 15

Journal 3 - 11 septembre 2019:HO 9/4/19 5:08 AM Page 16

HAPPENINGS !

Continued from page 1

of the former Haitian president, foul-mouthed and misogynist "Sweet Micky," would make for a contentious weekend in the Haitian community. He was even declared *"persona non grata,"* an undesirable individual whose diatribe against women in general has been responsible for the cancellation of several of his performances, including being barred from entering Canada last March 22, the day he was to perform at a show in Montreal.

As for his latest appearances in metropolitan New York, especially in the renown traditional West Indian Parade on the Eastern Parkway in Brooklyn, on Labor Day (September 2nd this year), he failed to have himself invited as has happened in years past, including last year. At the request of anti-Martelly crusaders to New York's elected officials, including Mayor Bill de Blasio and Brooklyn Borough President Eric Adams, Martelly was left holding an empty bag. Two days after the request of the Haitian community reached the elected officials, Dr. Jean Joseph, president of the West Indian Day Carnival, had affirmed that four Haitian bands were participating in this year's parade and "Sweet Micky" was not among them. Indeed, he was nowhere near Eastern Parkway last Monday.

However, snatching some kind of victory from the jaws of defeat, Martelly handsomely paid an event organizer in the community to do something for him. Thus, Richard Urbain of *Venus Productions* organized a soirée last Saturday at "The Space" in Westburry, L.I., and an "invitation only" affair where *"8 Honoree Legends"* would be recognized. Among them, only one woman, singer Georgy Métellus, whose picture appeared next to that of Martelly in the advertisement for the event.

One invited *"Legend,"* singer Robert Martino, did not show up. Though no official reason was given for the no show, sources say Martino blamed killer hurricane Dorian for his absence. Others believe otherwise, some advancing that, instead, Martino could have used the pretext of Dorian in Florida to escape to New York for a few days, especially since his roundtrip, ticket would be provided, and whatever came with the "honorable" declaration.

Martino could not be reached for his own explanation of what appeared to many as a boycott of the event. Probably, he is joining the ranks of an increasing number of Haitians disgusted by the crude and offensive language of the artist "Sweet Micky," declared as a *"menace to society"* in the letter sent to Mayor de Blasio and other elected New York officials.

One who did not boycott the Saturday night exclusive soirée was an elegantly clothed woman wearing pink, the color of the "Bald Headed" Haitian ruling party. By the way, the name of the party reflects its founder, the bald-headed Michel Martelly, now deridingly called "Sweet Mimi," Mimi, the two-legged nasty Cat. Anyway, Saturday night, as *"Honoree Legend"* Michel Martelly was called to the podium, the "Lady-in-pink" unfurled her slogan: "**Kot Kòb PetwoKaribe a**" (Where is the PetroCaribe Money). In addition, she yelled, *"You and your colleagues-in-thievery will have to pay the price,"* adding: *"You belong in jail."*

Needless to say, that was the surprise of the evening and she stole, or rather messed up, the show for those there by "invitation only" to honor some "Legends," the main one among them being dragged in the mud, so to speak, in front of all. The "gorillas" protecting the "legendary thief," as Sarah Poisson called him, sprang into action. Leading them was Roro Nelson, who has an outstanding warrant in Haiti against him issued in October of last year by a judge in St. Marc, Haiti, who had investigated an illegal gunrunning operation from South Florida to Haiti. Understandably, Roro Nelson, an expert in expletives, is in good company because Michel Martelly, his boss, calls himself "Legal Bandit."

Prime Minister named Fritz William Michel.

However, by her act, Sarah Poisson has eclipsed them all, as her courage is being praised all over. For example, on Monday evening, Abellard Morin, the general director of *Radio/Television Zenith* in Port-au-Prince, was heard saying, *"In the name of President Ronny Collin* (the station's owner), *in my name also, in the name of all the employees of the station and in the name of the Haitian people, we're standing up in honor of Sarah Poisson to sing the Dessalinienne"* (the Haitian national anthem). So it was.

In postings on social media, it's almost in unison that patriots are singing the praises of Sarah Poisson, compared to Rosa Parks, the Black American lady who, on December 1st, 1955, defied segregation in transportation when she refused to give up her seat to a White passenger, triggering the 381-day Montgomery, Alabama, bus boycott that eventually forced the desegregation of public transportation. Ms. Poisson is also compared to other great of the civil rights era, like Martin Luther King.

A certain Hervé Louis, on *WhatsApp,* may have written the most extensive piece about the young woman, declared "**our heroine.**" He begins: *"Alone against all, alone against the legal bandits, alone she demanded justice for the millions of Haitian victims of the collective theft and rape perpetrated against a whole nation. Alone against the powerful bandits, she has defied a subsidiary of the network of the gangsters, the thieves and bandits, the kidnappers and misogynists who have taken Haiti and its resources hostage for more than eight years."*

In conclusion, writer Louis challenges the Haitian people with these words: *"Haitian people, the 13 million that you are, follow the example of this lady. Get up and take your destiny in your hands and clear out all those thieves who have grabbed all the wealth of the country for themselves."* Being more specific, he adds: *"Beginning on September 9,* (Back-to-School Day), *all of you, get out with your placards, let us go to Jovenel Moïse, the heir of Michel Martelly, to ask him to put himself at the disposition of Justice, together with his mentor."*

Indeed, overnight, Sarah Poisson has become a ***Star,*** a rallying point for those too timid or fearful to face the seemingly powerful thugs lording it over an impoverished nation whose historical birth was definitely heroic and legendary in the face of the overpowering forces of the French enslavers. Is it not time for Haitians, the sons and daughters of those who vanquished slavery, to rid themselves of modern-day local slave masters? May all freedom lovers be inspired by Sarah Poisson!

***At 9 pm last night (Tuesday, Sept. 3), the Députés, or Congresspeople, voted 76 for, zero against and three abstaining to approve the general policy of Prime Minister designate Fritz William Michel.** The *meeting of the Lower House, which was scheduled for 11 am yesterday, was delayed almost all day, due* to an act of vandalism by four opposition "Députés" who had sabotaged the Lower House sound system and cleared the Chamber of desks and chairs, which were piled in the yard. They were replaying an act of last May 30 when opposition Senators had trashed the Senate Chamber in similar fashion to block a meeting to approve Prime Minister Jean-Michel Lapin, who, eventually, was replaced by Fritz William Michel, named by President Jovenel Moïse on July 22.

Last night, one of our political analysts on the ground wrote, *"Now the only obstacle to the installation of the Fritz William Michel government is the Senate."* Constitutionally, both Houses of Parliament must approve the Prime Minister's government policy as well as the full cabinet to complete the operation. The Senate will need a quorum of 16 out of the 29 Senators currently in the Chamber. The 30th member, Guy Philippe, is in a U.S. jail, having been arrested in January 2017, days before he was to be sworn into office.

Philippe was transferred immediately to Miami by Drug Enforcement Agency agents, working in tandem with the Haitian National Police (HNP). That happened about three weeks before Jovenel Moïse was sworn into office February 7, 2017. Philippe, an ally of Presidential candidate Moïse with whom he had campaigned publicly, did plead guilty to cocaine trafficking and was sentenced, in June 2017, to nine years in jail.

The reduced sentence, said sources who spoke anonymously, was for Philippe's cooperation on certain matters with the prosecution. It is known that one of the disagreements between President Moïse and the HNP recently replaced Chief Michel-Ange Gédéon was his cooperation with the DEA agents that led to the arrest in Port-au-Prince and the transfer to Miami the same day of his friend to stand trial in a U.S. court. Philippe had eluded capture for more than a decade.

***Haitian motorists, including operators of motorbikes, are on mode rebellion, due to an acute shortage of fuel supplies. The situation gets worse the further away one goes from Haiti's capital.** On Monday, September 2nd, no holiday in Haiti, depending on where one was, the price of a gallon of gasoline was fetching anywhere from $6.32 to $10.52, more than doubling, even tripling the normal cost. There were acts of violence widely reported in Port-au-Prince, Pétion-Ville and Léogâne. The National Road No. 2, leading south from Port-au-Prince, was blocked on Monday at Petit-Goâve, some 50 miles away from the capital.

Jovenel Moïse.

***A tense situation is reported at the Haitian Consulate in New York where the Consul General, Gandy Thomas, is targeted by outgoing Minister of Foreign Affairs Bocchit Edmond, out of jealousy, because it was rumored that Mr. Thomas was being considered as the new Foreign Minister in the Fritz William Michel administration.** It is a sensitive matter, with two women named in high posts at the Consulate by Mr. Edmond were definitely on mission to undo the Consul General.

I hope that there will be a change in the situation at the Consulate because of the final decision about the Foreign Minister. Claude Joseph, PhD, the Chargé d'Affaires in Spain, was summoned home last week and named as Foreign Minister, replacing Marjorie Alexandre Brunache who, for "personal reasons, abruptly resigned even before the Michel government was approved. With a new Foreign Minister, who is said to be very professional, the problem in New York will probably find a solution to the Consul General's satisfaction. A dossier to follow!

***September 9 is "Back-to-School" day, following the summer vacation.** All indications point to a disaster, because families do not have the wherewithal to send their offspring to school. Like the fuel crisis, "Back-to-School" is fast becoming another crisis of nationwide proportions. Major demonstrations are being planned by both teachers and parents, the teachers because they have months of arrears, the parents because they do not have the funds to buy supplies for the kids. In such occasions, one cannot help think what could have been accomplished with the $4.2 billion of the PetroCaribe Fund embezzled by the authorities, the current president included. Isn't it time that some of that money parked in offshore banks to be repatriated to solve these problems? May reason prevail before all hell breaks loose?

RAJ
September 4, 2019

HAITI OBSERVATEUR
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016
Please Help Rebuild

Online Donations can be made at:
www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund
Checks payable to :
St. Mary's Church— PO Box 67 Barnesville, MD 20838
Write "Haiti" on the memo line